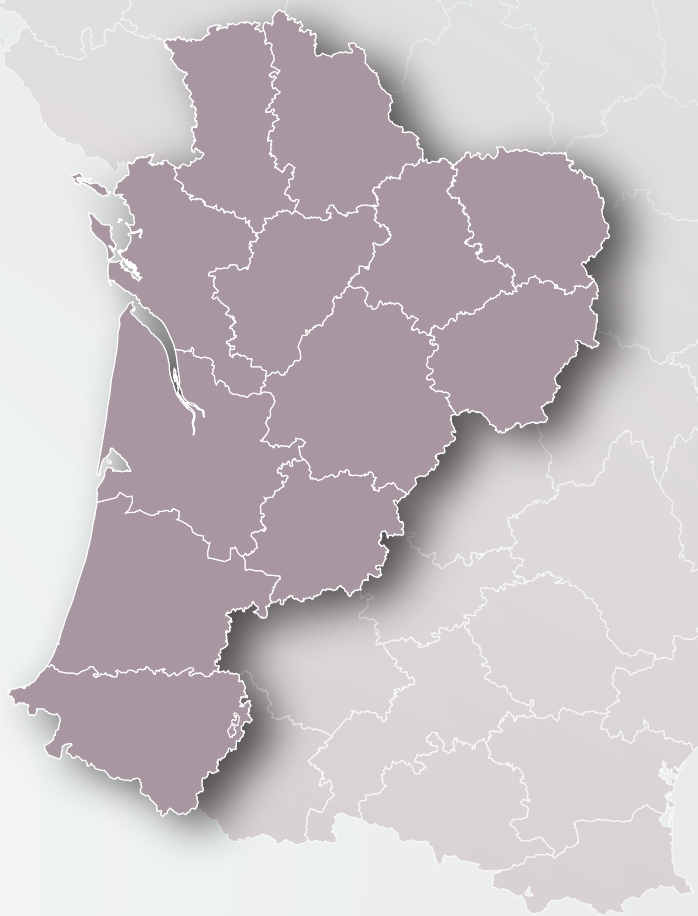


SCHÉMA
RÉGIONAL DE
DÉVELOPPEMENT
DU SPORT
EN NOUVELLE-
AQUITAINE



PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE



SOMMAIRE

Avant-propos.....	05
Résumé du document.....	06
Genèse	08
Phase initiale : validation du principe	11
Phase 1 : état des lieux et diagnostic	12
Méthode.....	14
Chronologie.....	15
Diagnostic thématique.....	16
Phase 2 : les thématiques prioritaires/la conférence territoriale.....	34
Phase 3 : les travaux de la conférence territoriale/l'écriture du schéma.....	37
Phase 4 : éléments de mise en œuvre	50



AVANT-PROPOS

Comme le rappelle le memento d'aide à la mise en place d'un schéma de développement du sport en région réalisé à l'initiative du ministère en charge des sports, « *la compétence sport est une compétence partagée* » (memento p. 6), qui mobilise tous les acteurs du territoire (exemple avec le tableau « équipements sportifs », memento p. 19).

■ La DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine et les autres services de l'État en charge du sport sur le territoire régional assurent les missions régaliennes, la certification et la réglementation, principalement.

Ils assurent également le pilotage des politiques sportives du ministère chargé des sports, que ce soit le sport de haut niveau, le sport pour tous ou encore le sport-santé.

Enfin, ils participent à l'accompagnement du mouvement sportif dans ses projets, avec un appui pédagogique, grâce à ses personnels, conseillers d'animation et conseillers techniques sportifs, ainsi qu'un appui financier, dans le cadre du CNDS.

■ Les collectivités territoriales supra-communales mettent en place et financent des projets sportifs territoriaux, principalement liés aux équipements, au sport de haut niveau et au sport professionnel. De leur propre initiative ou en partenariat avec les acteurs sportifs, elles accompagnent également la formation des éducateurs sportifs professionnels.

■ Les collectivités locales (communes, intercommunalités...) accompagnent les clubs tant financièrement que par la mise à disposition de matériel ou d'éducateurs. Elles sont propriétaires, gèrent et entretiennent la plupart des équipements sportifs.

■ Le mouvement sportif associatif ainsi que les structures sportives commerciales proposent l'activité dans toute sa diversité, et la font vivre.

Ce panorama tracé à grands traits contient néanmoins 2 inconnues majeures :

La première concerne la mutation déjà engagée de l'activité sportive. Selon la plupart des estimations, environ les deux tiers des pratiquants ne sont adhérents d'aucune organisation ou structure, associative ou commerciale. Or, ces derniers, définis comme « pratiquants libres/ auto-organisés » sont par définition plutôt méconnus des acteurs des politiques publiques (memento p. 8 et p. 9).

L'autre inconnue tient à l'évolution des acteurs publics des territoires. Avec la réforme territoriale de l'État qui génère une montée en puissance des métropoles et des intercommunalités, les cartes touchant la gestion, l'organisation et l'offre territoriale de l'activité sportive peuvent se voir à terme redistribuées (encart, memento p. 7).

C'est dans ce contexte que s'inscrit la volonté ministérielle de mise en place d'un schéma régional. « *Ni opposable, ni prescriptif* » le schéma se veut « *le cadre nécessaire à la mise en cohérence et la convergence des politiques publiques du sport* » (memento p. 7). Basé sur la concertation et le partenariat entre les acteurs du sport en région, il a pour ambition de générer la nécessaire cohérence des politiques des différentes parties prenantes, d'une part, et il participe à la stratégie territoriale d'attribution du CNDS, d'autre part.

Pour autant, cohérence ne signifie pas obligatoirement consensus, mais bien plutôt, dans l'esprit du memento une « *vision partagée* » à partir de « *la réalité de l'offre sportive sur la base de critères explicites...* » (memento p. 33).

RÉSUMÉ DU DOCUMENT

Issu d'un diagnostic large et partagé qui a su explorer des thématiques transversales et particulières, le schéma de développement du sport en région Nouvelle-Aquitaine propose des objectifs et sous objectifs cohérents pour l'ensemble des acteurs du sport sur le territoire. Conformément à la ligne méthodologique définie, le schéma s'appuie sur un outil de grande valeur, participatif et innovant : la Conférence Territoriale du Sport de Nouvelle-Aquitaine. Cette instance partenariale nourrit les objectifs du schéma et participe ensuite à sa mise en œuvre.

Diagnostic (phase 1, p. 12 > 33):

- Malgré des potentiels géographiques, économiques et humains très intéressants, l'accès au sport pour tous n'est pas encore systématiquement garanti en Nouvelle-Aquitaine.
- Les évolutions de l'activité sportive (organisations, motivations, besoins...) nécessitent de prendre en compte de nouveaux paramètres sociaux et territoriaux.
- Certaines pistes de développement innovantes et cohérentes peuvent être mieux explorées/exploitées afin de répondre au mieux aux besoins des publics.
- Des adaptations, tant dans les modes de pratique que dans leurs organisations, sont nécessaires pour tenter de lever les freins à la pratique sportive.

Thématiques de travail (phase 2, p. 34 > 36):

- l'accès à la pratique sportive pour tous,
- la relation sport et santé,
- la question spécifique du développement du sport féminin,
- l'aménagement sportif des territoires,
- l'animation des territoires et notamment la définition de critères en matière de soutien aux manifestations sportives,

- l'accompagnement du sport fédéral et du sport de haut niveau avec une réflexion particulière sur les conditions d'harmonisation du soutien régional aux clubs amateurs et aux sociétés sportives.

Définitions et Objectifs (phase 3, p. 37 > 49):

■ Objectifs généraux (p. 41) et particuliers (p. 42 > 49):

Le maillage territorial de l'offre d'équipements doit être optimisé afin de tenir compte de la diversité des besoins/motivations de tous les sportifs. Il s'agit notamment de penser cette offre au regard de sa disponibilité (exploiter tous les équipements sur tous les créneaux possibles), de sa modularité (rendre opérationnel pour plusieurs types de pratiques) et des contraintes de mobilité (prendre en compte l'échelle territoriale du bassin de vie).

Aux côtés des modalités sportives traditionnelles (entraînement, compétition, recherche de l'excellence) déjà prises en compte par la plupart des acteurs (financeurs, mouvement sportif, état et collectivités), il faut davantage intégrer les attentes des publics en matière de sport/loisir et sport/santé/bien être dans tous les domaines du développement (aménagement du territoire, adaptation des pratiques, formations).

L'accès au sport pour tous y compris le développement du sport au féminin suppose de corriger les inégalités d'accès au sport, notamment par la mise en œuvre de la « stratégie régionale de correction des inégalités d'accès à la pratique sportive » et de développer les mixités dans toutes les composantes de l'activité sportive.

Certaines modalités de pratiques sportives susceptibles de lever des freins ou de faciliter l'accès au sport (adaptation des règles, mixités des pratiques, sport sur le lieu de travail...) doivent faire l'objet d'expérimentations.

L'activité sportive doit également être cohérente avec l'activité économique et touristique des territoires, notamment en prenant toute sa part dans les projets de territoires. Les associations sportives, confrontées aux enjeux socio-économiques de leurs activités (salariat, flux financiers, concurrence) doivent être accompagnées vers une approche professionnelle de leur fonctionnement.

Les passerelles entre sport de haut niveau/sport professionnel et sport pour tous doivent être confortées, au bénéfice des trois. Le sport de haut niveau/professionnel, vitrine de l'activité sportive en général, doit participer à la promotion de l'activité sportive sous toutes ses formes et valoriser ses soutiens. Enfin, sport de haut niveau et sport professionnel doivent pouvoir continuer de compter sur l'accompagnement de l'ensemble des acteurs qui profitent de leur rayonnement, de façon équitable et égalitaire.

Les bienfaits du sport (santé, bien être physique et psychique) doivent être valorisés, à travers l'éducation, les formations, la communication, mais aussi par la reconduite et la généralisation des actions et plans d'actions allant en ce sens.

■ **Objectifs opérationnels :**

Pour poursuivre les objectifs généraux, la complémentarité et la cohérence entre les acteurs du sport en Nouvelle-Aquitaine doivent être maintenues et effectives, notamment grâce à la Conférence Territoriale et au Schéma de développement du sport.

La recherche de solutions et les pistes à suivre doivent faire consensus. C'est pourquoi les modalités de travail participatif doivent être privilégiées.

Les techniciens (conseillers, chargés de mission...) des partenaires et acteurs de l'activité sportive (État, collectivités, mouvement associatif) doivent animer des temps de travail collaboratif afin d'apporter aux décideurs des

propositions d'actions concrètes. Ils doivent pouvoir s'appuyer sur d'autres compétences (monde du travail, enseignement, société civile...) en tant que de besoin.

La promotion, la valorisation mais aussi l'éducation et la formation doivent faire partie des moyens de mise en œuvre privilégiés.

L'optimisation (des moyens, des pratiques, de l'offre) passe par la recherche de solutions pragmatiques et parfois nouvelles et nécessite des bases de travail documentées. Les acteurs du sport doivent poursuivre leurs travaux dans le domaine de l'observation.

L'adaptation des pratiques, la modularité et la polyvalence des équipements, les mixités des publics doivent faire l'objet d'expérimentations concrètes.

Premiers éléments de mise œuvre (p. 50) :

Le lien entre le schéma régional et la conférence territoriale du sport fait de cette dernière le moyen de mise en œuvre privilégié.

Après la définition des priorités, l'évocation en commission territoriale du CNDS et le travail collaboratif autour des objectifs, la mise en œuvre du schéma, grâce aux travaux de la conférence consistera en :

- a) Une série d'ateliers de travail en commissions, autour de trois des six thématiques (sport au féminin, sport de haut niveau, optimisation de l'accès aux équipements sportifs). Ces ateliers ont pour but de proposer à l'assemblée plénière des pistes à suivre pour répondre aux objectifs fixés.
- b) La création d'un espace partagé et participatif au service des membres de l'assemblée plénière de la conférence pour une part et tout public pour une autre part. Cet espace a pour objectif de faire interagir les acteurs du sport au fil de l'avancée des travaux des commissions thématiques.



GENÈSE

A. ENJEUX ET OBJECTIFS

La notion de développement du sport sur le territoire demande à être objectivée et questionnée en fonction des attentes de chacun des acteurs, de même que l'enjeu (cité comme majeur par le memento) d'« ...amener la population française dans toutes ses composantes à devenir des pratiquants sportifs réguliers et de proposer, sur l'ensemble des territoires, une offre en adéquation avec les besoins des populations et leurs aspirations. » (memento p. 33).

Autre enjeu mis en exergue dans le memento et étroitement lié à celui précité, la mise en place du schéma pourrait « contribu(er) au développement durable du sport sur les territoires et à l'accès de tous les citoyens à la pratique sportive ; » (memento p. 6)

Dès lors, « l'accès à la pratique sportive », devient l'enjeu principal et esquisse des objectifs, sous forme de questionnements, de réflexions et de déclinaisons :

- Quelles sont les réalités de l'accès aux équipements sportifs et pour quelles populations ?
- Comment l'accès à l'activité sportive est-il lié aux territoires, en termes géographiques (mer, montagne, campagne...), politiques (ZUS, ZRR...), démographiques (urbain, rural...) ?
- L'accès sera sans doute fonction des caractéristiques des pratiquants (seniors, jeunes, hommes, femmes, en situation de handicap...)
- L'accès est-il conditionné par l'activité, le type de sport (discipline sportive), le type de pratique (compétition, loisir, tourisme) ?
- Les motivations et les attentes de la population (santé, dépassement, socialisation, environnement, valeurs...) ont-elles un impact ou un lien avec l'accès au sport ?
- Comment se fait l'accès à la pratique sportive au regard des modalités et des acteurs (pratique organisée, libre, encadrée, commerciale, bénévole...) ?
- Quel accès au sport de haut niveau ?
- ...

Comme il est rappelé dans l'avant-propos de ce document, les plans d'actions des différentes parties prenantes du sport en Nouvelle-Aquitaine (pouvoirs publics, collectivités, associations...) existent et sont déjà effectifs. Pour la plupart, ils sont plutôt sectorisés et issus des politiques publiques (sport-santé, sport et handicap, développement durable du sport, sport de nature, sport de haut-niveau...). D'un point de vue fonctionnel et compte tenu des évolutions structurelles et conjoncturelles, le schéma pourra/devra faciliter « l'optimisation des moyens publics utilisés », et générer une réflexion sur « l'impératif de solidarité entre les territoires » (memento p. 6).

Dès lors, le schéma devrait permettre une dynamisation plus systémique, complémentaire et collective de ces plans.

Enfin, le schéma pourra s'appuyer sur les importants travaux récents menés sur les anciens périmètres régionaux (entre autres : la stratégie de correction des inégalités d'accès à la pratique sportive en ex Aquitaine, les diagnostics départementaux approfondis en ex Poitou-Charentes, le rapport santé-bien être et la charte de développement des sports de nature en ex Limousin).

L'articulation du schéma « ...qui vise l'anticipation à moyen terme, la prospective et la planification stratégique... » (memento p. 6) avec les autres documents stratégiques en fera un outil d'aide à la décision. Sa forme et son organisation pourront alors permettre de répondre aux « défis à relever collectivement. » (memento p. 30).

B. ORGANISATION ET STRUCTURATION DU PROJET DE MISE EN PLACE DU SCHÉMA : LA CONFÉRENCE TERRITORIALE DU SPORT

Le memento souligne l'importance des partenariats pour garantir une plus grande cohérence, d'une part, mais également l'importance des concertations afin de « coller » au plus près des attentes des publics (memento p. 45).

Pour ce faire, la conduite du projet doit être :

- a) largement partenariale
- b) concertée et partagée

C'est dans cet esprit que la DR-D-JSCS, le Conseil Régional et le Mouvement Sportif Olympique ont mis en place la **Conférence Territoriale du Sport en Nouvelle-Aquitaine (CTS N-A)**.

Suivant l'exemple des conférences territoriales de l'action publique (CTAP, loi MAPTAM de janvier 2014), elle en reprend certains principes.

Entité innovante et instance de concertation, elle est l'outil privilégié de développement du sport en Nouvelle-Aquitaine et très étroitement liée au schéma.

Enfin, elle a vocation à être pérenne afin de garantir un développement cohérent.

Installée par un premier comité de pilotage restreint le 28 septembre 2016, elle doit permettre non seulement de définir les ambitions et les objectifs du schéma, mais également sa mise en œuvre et son suivi, en respectant les considérations énoncées plus haut.

La CTS N-A est structurée autour de deux entités distinctes, dans leur composition et dans leurs rôles (memento p. 46) :

Une **assemblée plénière** chargée du pilotage stratégique. Composée de quatre collègues de 20 personnes (à retrouver dans le détail p. 35), elle garantit la pluralité des acteurs, décide des méthodologies et des thématiques de travail de la conférence. La DR-D-JSCS et le Conseil régional en assurent le secrétariat.

Présidée par le préfet de région et le président du conseil régional, en association avec le président du CROS, cette assemblée définira les objectifs, statuera et adaptera les pistes de travail, validera les préconisations et propositions d'un comité technique.

Un **comité de pilotage** assure le pilotage opérationnel et conduit les travaux de la conférence, en lien avec le schéma. Le rôle de ce comité est de fournir à l'assemblée tous les éléments nécessaires à la prise de décision : informations, analyses, préconisations.

Il élabore et présente les documents supports et de travail, il dirige l'ingénierie du projet.

Il est autonome dans ces choix méthodologiques et techniques, et bénéficie de la confiance de l'assemblée.

À partir d'un nombre plus restreint de participants que l'assemblée plénière, il est composé en grande partie de techniciens. Le comité technique pourra nouer des partenariats/solliciter des expertises, ponctuels ou pérennes en fonction de ses besoins et des travaux qui lui sont confiés.

C. LES ÉTAPES DU PROJET

Initier le schéma selon la méthodologie préconisée par le memento passe par la préparation des réunions de concertation.

En Nouvelle-Aquitaine, cet « échange en amont... » (memento p. 41) a pris la forme d'une série de réunions en comité technique très restreint, réunissant les techniciens de la DR-D-JSCS, du Conseil Régional et du mouvement sportif de Nouvelle-Aquitaine.

D'autre part, le memento insiste également sur l'importance du diagnostic qui « est un outil indispensable d'aide à la décision. » (memento p. 55).

C'est pourquoi « Il ne se limite pas à un simple état des lieux » et « bâtit les fondations du projet ». (memento p. 56).

Une importance toute particulière a donc été apportée dans cette proposition à l'étape de diagnostic, déterminante pour la suite.

1) Étape initiale, réunion de travail du 05.09.2014 et comité restreint du 28.09.2016

- Valider l'idée d'élaboration d'un schéma de développement du sport, ses contours et sa structuration lors d'une réunion stratégique restreinte aux structures chargées de sa mise œuvre (DR-D-JSCS, CR, CROS).
- Valider/organiser la mise en place de la CTSN-A.
- Évoquer/préciser/présenter les enjeux et les traduire en thématiques de travail.
- Évoquer la composition des comités technique et de pilotage.

2) Élaboration du diagnostic, état des lieux, différentes phases de travail, du 01.10.2014 au 30.10.2016

- Établir un état des lieux de l'activité sportive en Nouvelle-Aquitaine, dans toutes ses composantes.

3) Partage du diagnostic, élaboration de pistes de travail partagées, première séance de l'assemblée plénière de la CTS N-A, 02.12.2016:

- Présentation/discussion des éléments de diagnostic.
- Présentation/discussion des thématiques prioritaires.
- Travail en ateliers participatifs autour des thématiques prioritaires de développement.

4) Élaboration du schéma/des propositions de mise en œuvre, phase 1 du suivi des travaux :

- De la première réunion de débriefing du 16.12.2016 à fin janvier 2017.

PHASE INITIALE : VALIDATION DU PRINCIPE

Étape initiale du projet de schéma de développement du sport en Nouvelle-Aquitaine, cette phase avait pour objectif de valider l'opportunité et d'étudier les contours de la mise en place du schéma de développement du sport en région, à partir d'un premier document de travail proposé par la DR-JSCS.

CHRONOLOGIE

1. En septembre 2014, une première session de travail est organisée, dont il ressort que :

- Les parties présentes sont intéressées par le projet, reste à en trouver l'articulation avec les actions et événements prévus ou en cours (principalement l'élaboration de la stratégie de correction des inégalités d'accès au sport et la conférence territoriale du sport).
- Le schéma sera un outil de concertation évolutif, tant sur sa forme que sur le fond, c'est-à-dire que son objet même, dans un premier temps du moins, est la mise en place d'une instance de concertation qui permette de partager largement, parmi les acteurs du sport, les enjeux et objectifs.
- C'est un schéma de cohérence, et non un schéma directeur.
- Les relations entre les partenaires principaux (DRJSCS, CR, CROS) seront équilibrées.
- Le schéma s'inscrit lui-même dans une dynamique territoriale.
- Autour des 3 principaux acteurs, il faudra agréger d'autres décideurs et acteurs principaux (universités, structures commerciales, sport en entreprise...) pour garantir la cohérence.
- Si le consensus n'est pas recherché, une vision partagée des objectifs voire des pistes d'intervention est souhaitée.
- Aucun engagement financier n'est lié au schéma.
- Son secrétariat est confié à la DRJSCS Aquitaine.
- Les premiers objectifs proposés sont : l'optimisation des moyens publics pour le sport et l'optimisation des programmes concernant la santé par le sport.

ÉCHÉANCES

- Dans l'attente de l'instruction administrative, chacun des 3 partenaires peut rassembler et compiler les documents en sa possession susceptibles d'être utiles à un état des lieux/diagnostic de la pratique sportive en Aquitaine.
- Chacun des 3 partenaires partage/apporte/amende/corrige les documents proposés.
- Enfin, chacun des 3 partenaires peut proposer une liste d'acteurs qui lui paraissent pertinents pour intégrer le projet.

2. En septembre 2016, suite à plusieurs phases de travail, un comité de pilotage restreint arrête une organisation structurelle, la **Conférence Territoriale du Sport de Nouvelle-Aquitaine** et définit les contours de son objet, de ces objectifs et de son fonctionnement.



PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC

INTRODUCTION

Construire un outil de diagnostic n'est jamais aisé. D'expérience, au regard des études sur le sport, la jeunesse et l'éducation populaire déjà menées par la DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine, le diagnostic peut révéler des éléments incompatibles avec des projets prédéfinis, ou faire apparaître que les enjeux et les pistes de développement sont exogènes au sport (cf. les études sur l'accès au sport en Aquitaine, femmes et ZUS, notamment)

Il conviendra donc de bien définir ce que l'on entend par « développement du sport » (voir les questionnements p. 33 et p. 42 du memento).

Pour autant, si l'on souhaite, comme le préconise le memento, éviter la compilation de l'existant, l'objectif principal du diagnostic devient :

- Faire participer le plus largement possible l'ensemble des acteurs et des populations concernées pour garantir une ouverture large tant dans la matière récoltée que dans les moyens et méthodes de mise en œuvre de l'outil lui-même.

Enfin, le diagnostic proposé lors des travaux de la conférence territoriale et du schéma n'a pas la prétention de l'exhaustivité. Synthétique, il est néanmoins assez complet et étendu pour garantir l'opérationnalité des démarches.

Analyse de l'offre, analyse de la demande :

L'analyse de l'offre est assez simple : À partir d'un état des lieux quantitatif, on peut établir des statistiques à même de nous éclairer sur l'offre existante. Cependant, pour être pertinent, cet état des lieux devra être complété par un aspect plus qualitatif, à même de répondre aux « pourquoi ? »

En effet, les conditions de l'accès à la pratique sportive, enjeux majeurs de ce schéma régional, ne sont pas également garanties pour tous, et il faut plus que l'existence et même plus que la « mise à disposition » de biens et de services pour permettre l'exercice d'une pratique sportive. Différents travaux menés par la DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine l'attestent : si cette offre est une condition importante, elle n'est pas une condition suffisante.

(voir les travaux suivants : « La pratique sportive dans les structures accueillant des personnes en situation de handicap en Aquitaine », DRJSCS Aquitaine, septembre 2008 ; « L'accès à la pratique sportive dans les territoires prioritaires en Gironde » DRJSCS Aquitaine, septembre 2009 ; « L'accès des femmes au sport en Aquitaine », DRJSCS Aquitaine, septembre 2012).

Cette analyse de l'offre s'articulera donc autour d'un recueil le plus complet possible de données :

- Collectivités locales, services de l'État, mouvement sportif, structures marchandes, qui propose quoi ?
- Enquêtes, études, analyses, statistiques, cartographies, bases de données, bibliographie, quelles sont les données et les outils existants sur le sport en Nouvelle-Aquitaine, et plus particulièrement sur les enjeux qui intéressent le schéma/la conférence ?

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC

Enfin, les pratiques sportives ont évolué : si le nombre de personnes se déclarant comme pratiquant augmente, la plupart d'entre eux ne sont adhérents d'aucune structure, associative ou marchande et échappent de ce fait au recensement par l'offre. Pour autant, c'est le cœur de la demande, puisque les pratiquants libres représentent au moins les 2/3 de l'ensemble des pratiquants. Dès lors, on ne peut pas s'affranchir de la prise en compte des besoins de cette population, si tant est qu'elle en ait.

Cette **analyse de la demande**, complémentaire de l'étude de l'existant, vise à établir une image la plus fidèle possible de ce que le « sport » représente pour ceux qui le pratiquent en Nouvelle-Aquitaine.

Cette phase est aussi plus complexe : outre le mode de recueil de cette demande à propos d'une pratique extrêmement diverse, elle peut faire ressortir des besoins difficiles/impossibles à satisfaire. Elle peut également faire ressortir une telle diversité et une telle volonté d'indépendance dans les pratiques que l'élaboration d'un schéma régional puisse être questionnée.

En tout état de cause, il faut pouvoir analyser tant les raisons de l'adhésion à l'offre existante (adhérents de clubs, clients de structures commerciales...) que les raisons qui poussent à s'en détacher (pratiquants autonomes, organisés ou non).

Enfin, un dernier élément est à prendre en compte. Le « schéma de développement du sport en région », comme son nom l'indique, suppose qu'il est nécessaire de développer l'activité sportive, soit par le développement d'une offre qui conditionnera la pratique et à laquelle la demande s'adaptera (c'est le modèle principal actuellement), soit par l'adaptation de l'offre à une demande insatisfaite et inconnue pour le moment.

Mais, le diagnostic peut aussi révéler qu'il n'y a pas de demande, ni des acteurs de l'offre, ni des pratiquants pour un « développement » du sport quel qu'il soit.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LA MÉTHODE

Sur demande du comité de pilotage, la conduite et la réalisation de la phase de diagnostic ont été confiées à la DR-D-JSCS.

Suivant l'objectif partagé du schéma et de la conférence, le diagnostic est fortement tourné vers la problématique de l'accès au sport et emprunte beaucoup à la stratégie de correction des inégalités d'accès au sport.

Réalisé par le pôle sport de la DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine, à partir de multiples échanges avec les autres acteurs du sport, il suit les thématiques définies comme pistes de travail pour la conférence territoriale.

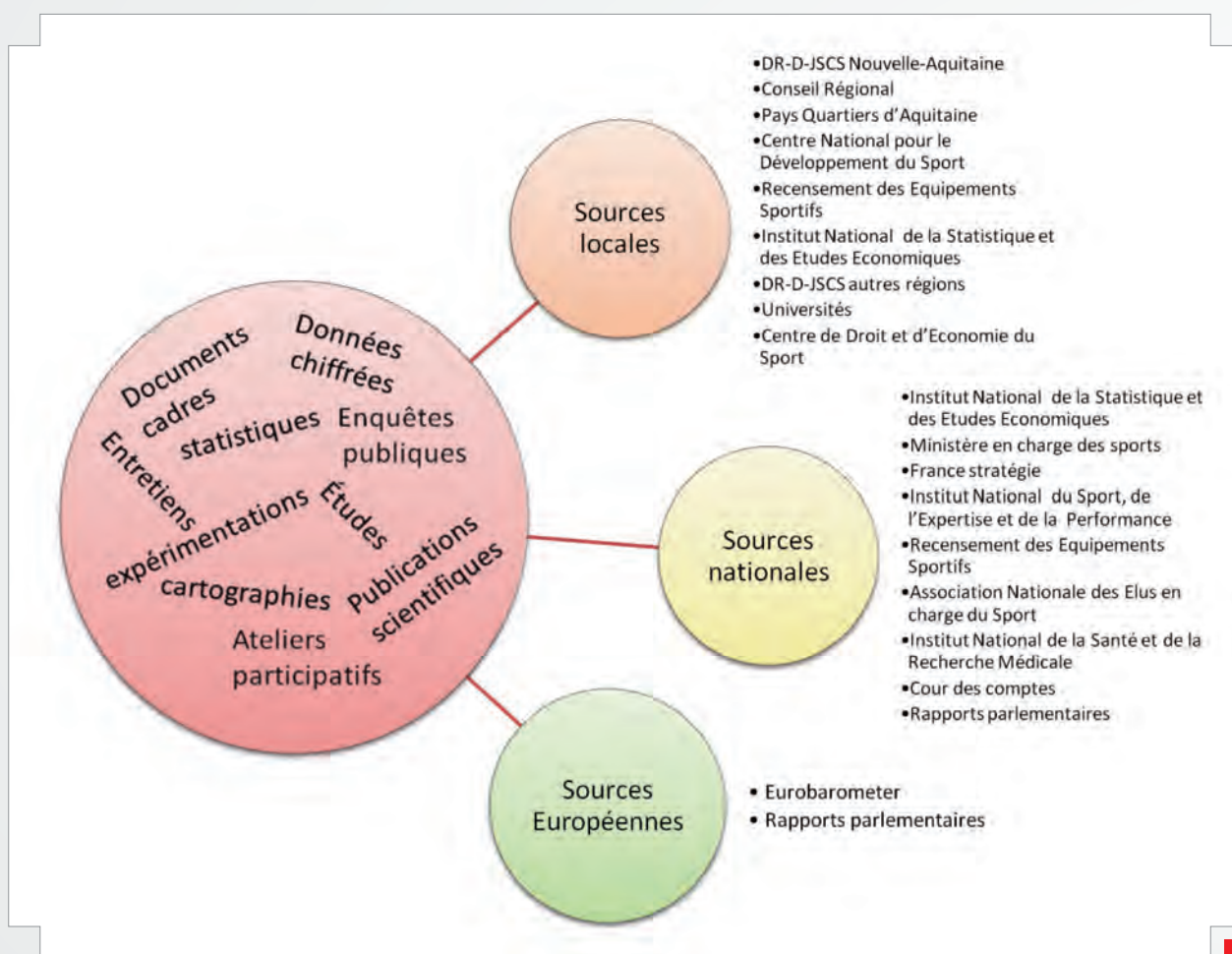


Figure 1 : les méthodes et les ressources utilisées pour établir le diagnostic territorial du sport en Nouvelle-Aquitaine

Sa structure innovante, mêlant un nombre important de sources, d'acteurs et de méthodes permet de dresser un panorama le plus juste possible de l'activité sportive de la région.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LA CHRONOLOGIE

Octobre 2014 – novembre 2016, recherche documentaire, recueil de données, ateliers de travail, publications dont :

1. **Mai 2015** : validation d'un document stratégique sur la correction des inégalités d'accès au sport en Ex-Aquitaine.
2. **Juin 2015** : premier atelier de travail participatif sur les freins et motivations liés à la pratique sportive.
3. **Octobre 2015** : deuxième atelier de travail participatif sur le sport et les territoires.
4. **Novembre 2015** : banc d'essai local : enquête publique sur les habitudes sportives des Ex-Aquitains en partenariat avec une promotion de DEJEPS « territoires et réseaux ».
5. **Décembre 2015 – Janvier 2016** : ateliers de travail participatifs sur l'analyse de l'enquête.
6. **Février 2016** : À partir de l'expérimentation locale, élaboration et présentation d'un diagnostic et des outils d'aide à la décision pour le CNDS, autour de l'accès au sport pour tous.
7. **Mars – Avril 2016** : Élargissement du diagnostic notamment territorial, au nouveau périmètre régional.
8. **Mai – Juin 2016** : publication et diffusion d'un document stratégique lié à l'accès au sport pour tous : « stratégie régionale de correction des inégalités d'accès à la pratique sportive : banc d'essai en Ex-Aquitaine ».
9. **Septembre – Octobre 2016** : recueil des données existantes sur les thématiques sport-santé-bien être, sport de haut-niveau, sport et monde du travail, etc. Diagnostic synthétique lié aux équipements sportifs (RES).
10. **Novembre 2016** : ateliers de travail participatifs avec le réseau des « emplois sportifs aidés » de Nouvelle-Aquitaine autour de l'accès au sport et aux territoires dits carencés. Finalisation des diagnostics et des documents de travail qui leur sont liés pour une présentation à la première assemblée plénière de la conférence territoriale du sport.
11. **Décembre 2016** : Présentation des diagnostics lors de la conférence territoriale du sport Nouvelle-Aquitaine. Compléments et discussions lors des travaux en ateliers pour appropriation ou ajustement des diagnostics présentés.



PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

REMARQUE PRELIMINAIRE IMPORTANTE

La présentation ci-dessous permet de prendre en compte les **thématiques prioritaires du schéma et de la conférence territoriale**, exposés p. 34.

A. DONNÉES GÉNÉRALES ET DE CONTEXTE

Une diversité géographie et d'occupation des espaces permettant tous les sports sur son territoire.

- 720 kilomètres de littoral pour les sports nautiques.
- Entre 65 % et 75 % du territoire disponible (aménagés ou non) pour les sports de nature terrestres, aériens et aquatiques.
- Un massif montagneux pour les sports d'hiver.
- Des agglomérations pourvues de structures pouvant accueillir des événements sportifs internationaux.

Cette grande diversité est un atout, mais la répartition est très déséquilibrée, avec de vastes zones rurales, isolées et en situation peu favorable, le littoral et la montagne en situation favorable mais fortement dépendants de l'activité touristique et de grandes agglomérations avec une offre très diversifiée, mais généralement insuffisamment disponible.

- 37 clubs professionnels et 16 centres de formation dans 7 disciplines différentes.
- Des filières économiques de premier plan dans les secteurs des sports de glisse (1.7 milliards d'euros de CA) et des sports nautiques (près de 60 % des exportations françaises).
- Des événements récurrents d'envergure internationale (coupe du monde de surf professionnel, route du rhum).
- 1 342 sportifs de haut niveau, environ 10 % des effectifs nationaux.
- Un mouvement associatif sportif comptant plus de 1 480 000 licenciés, représentant environ 25 % de la population régionale, répartis dans près de 18 000 clubs, affiliés à près de 100 ligues régionales.

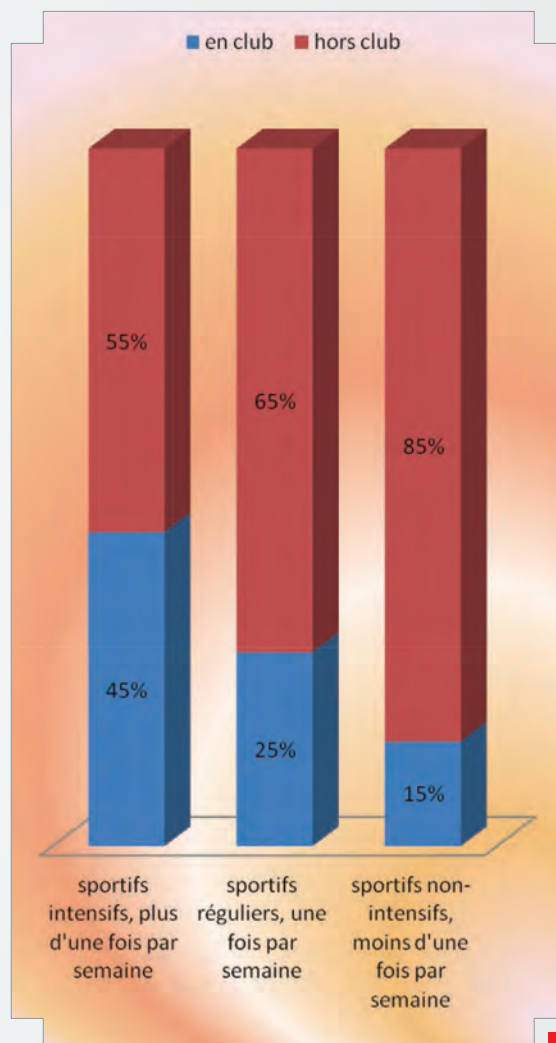
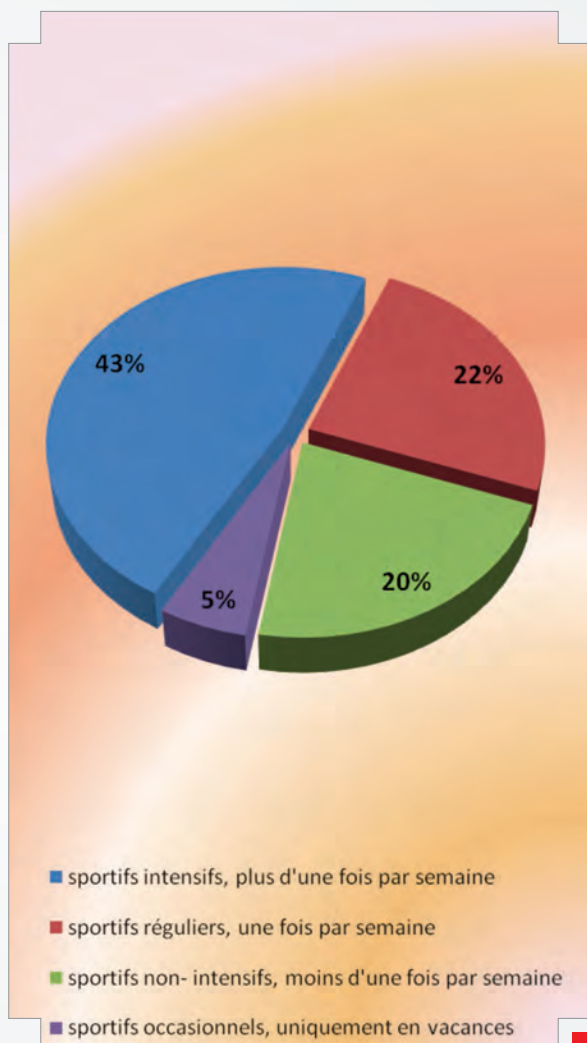
Sources principales : dossier Pays et Quartiers d'Aquitaine, janvier 2015 ; sport et milieu social, Insee, vie sociale n° 8 ; Recensement des Équipements Sportifs ; Statistiques du ministère en charge des sports ; étude DRJSCS Aquitaine, « évolution du sport associatif en Aquitaine » ; étude INSEP MVJS « la pratique des activités physiques et sportives en France » ; données du Centre National pour le Développement du Sport ; Document cadre DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine « stratégie régionale de correction des inégalités d'accès au sport » ; eurobarometer, european commission, n° 412 ; stat-info n° 16-04 ; étude sport et citoyenneté-REPUCOM « les attentes des Français à propos du sport dans leur quotidien ».

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

ÉLÉMENT D'ILLUSTRATION N° 1

FOCUS sur les « profils sportifs types », très proches des données nationales.

Une « population sportive » estimée entre 3 300 000 et 3 500 000 pratiquants, dont environ 35 % est licenciée dans un club.





PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

Selon deux enquêtes locales (ex-Aquitaine) cohérentes avec les chiffres d'une enquête nationale de 2010, voici la répartition des pratiquants :

- Les « sportifs intensifs » (plus d'une fois par semaine, excepté enseignement sport scolaire) représentent 43 % des personnes qui déclarent faire du sport. Parmi ces sportifs intensifs, 45 % pratiquent en club.
- Les « sportifs réguliers » (une fois par semaine, excepté enseignement sport scolaire) représentent 22 % des personnes qui déclarent faire du sport. Parmi ces sportifs réguliers, 25 % pratiquent en club.
- Les « sportifs non intensifs » (moins d'une fois par semaine, excepté enseignement sport scolaire) représentent 20 % des personnes qui déclarent faire du sport. Parmi ces sportifs non intensifs, 15 % pratiquent en club.
- Enfin, 5 % des sportifs déclarés pratiquent uniquement pendant les vacances.

Le taux de pratique sportive déclarée en Nouvelle-Aquitaine est proche de 90 % *.

Dans la fourchette haute et au-dessus de ce taux moyen de pratique, on retrouve : les hommes, les personnes entre 15 et 49 ans, les titulaires du BAC et plus, avec des revenus supérieurs à 1 500 euros. Dans la fourchette basse et en dessous du taux moyen : les femmes, les personnes de plus de 50 ans, les titulaires d'un diplôme inférieur au BAC ou sans diplôme, avec des revenus inférieurs à 1 500 euros.

Enfin, au sein de la masse des pratiquants, on retrouve les **1 480 000 adhérents** du mouvement associatif sportif.**

Si le chiffre est important, il est en baisse constante depuis 2009.

À noter également, les pratiquants licenciés dans les clubs sont majoritairement des jeunes.

Ainsi, *hors fédérations scolaires*, environ 20 % des licences sont distribuées aux jeunes de 10 à 14 ans (pour rappel, cette tranche d'âge représente un peu plus de 6 % de la population). On retrouve en tête de ces « licences jeunes » les fédérations olympiques.

* Rejoignant les moyennes nationales, ce chiffre signifie que 10 % seulement des personnes interrogées déclarent ne pratiquer aucune activité dans l'année.

** Le dernier numéro de « stat-info » (n° 16-04 de juillet 2016) précise qu'il faut différencier licences et licenciés du fait qu'une même personne peut détenir plusieurs titres dans une ou plusieurs fédérations. De plus, il y a des titres (dirigeants par exemple) qui ne justifient pas obligatoirement une pratique sportive. De ce fait, le nombre de licences distribuées est mécaniquement supérieur au nombre de licenciés total, lui-même supérieur au nombre de licenciés pratiquant une activité sportive.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

B. L'AMÉNAGEMENT SPORTIF DU TERRITOIRE

Connaître l'état de l'offre à l'échelle des bassins de vie pour répondre précisément à la demande.

Méthodologie : Les unités territoriales les plus adaptées à la mise en œuvre d'un schéma de développement du sport sont les bassins de vie définis par l'INSEE : Du point de vue des contours géographiques, ils couvrent les intercommunalités. Du point de vue de l'accès à l'offre, ils englobent les distances acceptables pour les pratiquants. Du point de vue socio-économique, ils délimitent les périmètres étudiés par l'INSEE en tant que « territoires de vie ». Enfin, du point de vue des politiques sportives, ils sont cohérents avec les stratégies (mutualisations, financements, accompagnements...) des acteurs locaux.

L'offre sportive regroupe les données connues sur le nombre d'équipements sportifs par habitant et le nombre de structures, clubs et prestataires commerciaux (le cas échéant) par habitant.

Environ **36 300 équipements sportifs** couvrent le territoire, appartenant à 75 % aux communes.
Environ **18 000 clubs** proposent près d'une centaine de disciplines différentes.

Sources principales : rapport parlementaire « Bertrand » sur l'hyper ruralité ; Méthodologie INSEE « bassins de vie » ; Recensement des Équipements Sportifs ; Statistiques du ministère en charge des sports ; étude Fifas-ANDES-MVJS sur les équipements sportifs de proximité ; données du Centre National pour le Développement du Sport ; données DTA DRJSCS Poitou-Charentes ; Étude DRJSCS Aquitaine, « évolution du sport associatif en Aquitaine » ; Document stratégique de développement des sports de nature en Limousin ; Document cadre DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine « stratégie régionale de correction des inégalités d'accès au sport » ; Article Cairn pour la CNAF « Les équipements sportifs : enjeux et impensés d'une politique publique ».



PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

ÉLÉMENT D'ILLUSTRATION N° 2

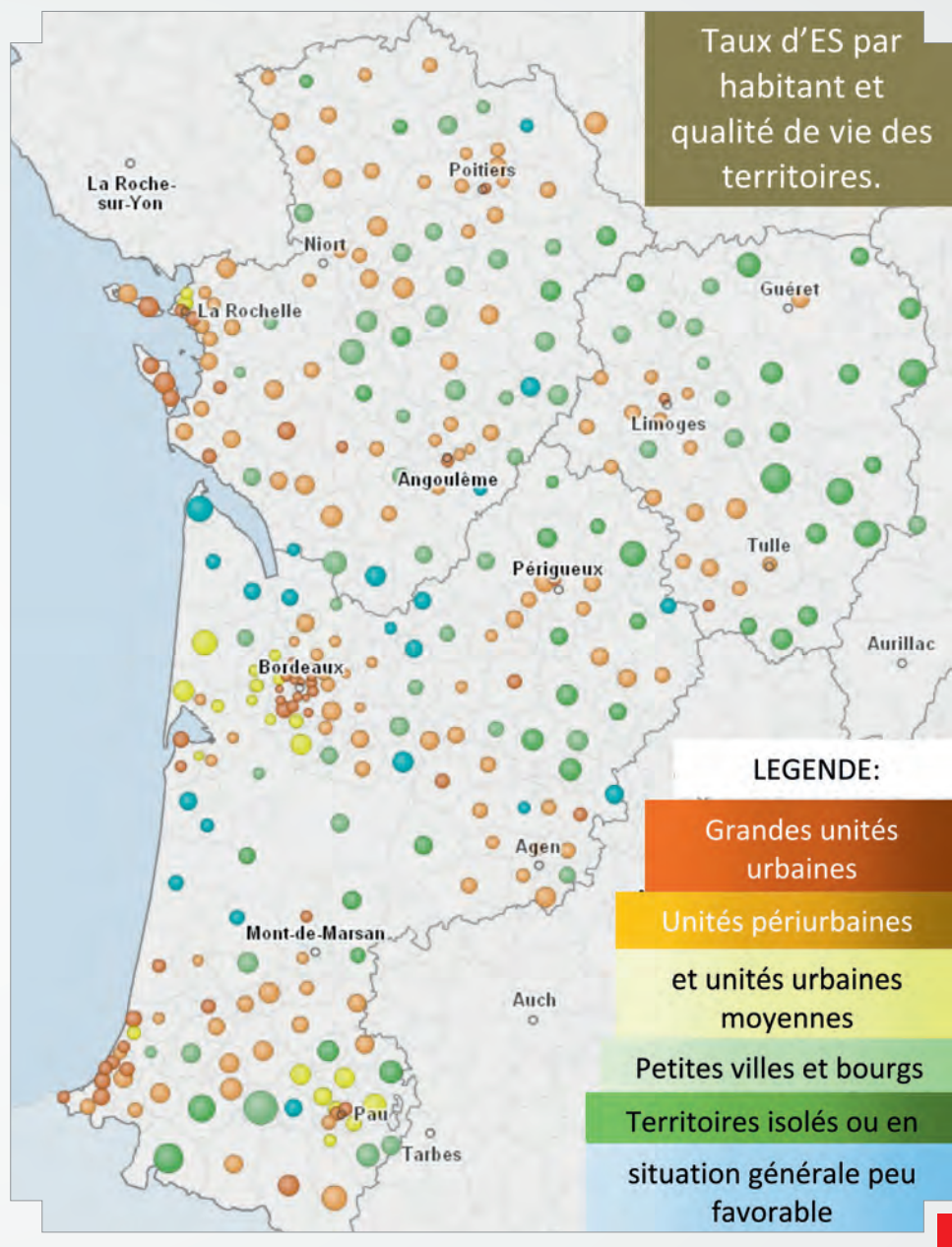
Sur la carte ci-après, on évalue **l'accès aux équipements sportifs (ES)** au regard des 4 grandes catégories de territoires de Nouvelle-Aquitaine :

- **Les grandes unités urbaines (*sphères orange foncé*)** disposent de l'offre d'équipements sportifs la plus diversifiée et profitent des services de proximité et du niveau de vie le plus favorable. En cela, l'offre y est la plus intéressante. Revers de la médaille, le ratio entre le nombre d'habitants et la quantité de l'offre d'ES est défavorable. Ainsi, on peut potentiellement tout y faire, mais il n'y a pas assez de place ni assez de structures pour tout le monde. De plus, au sein de ces unités « favorisées » on trouve des unités plus petites fortement défavorisées, les **Quartiers « Politique de la Ville »**, qui cumulent une moindre disponibilité de l'offre et des conditions de vie moins favorables.
- **Les périphéries des grandes unités urbaines et les unités urbaines moyennes (*sphères jaune et orange clair*)** sont les mieux loties avec un niveau et des conditions de vie très favorables et un ratio d'équipements sportifs également favorable.
- **Les territoires en situation intermédiaires, petites villes et bourgs (*sphères vert clair*)** ressemblent aux territoires précédents tout en ne bénéficiant pas directement de toute l'offre fournie par les unités urbaines dont ils sont plus éloignés. L'offre y est moins diversifiée, mais plus accessible pour une population dont les conditions de vie sont généralement favorables à la pratique sportive.
- **Les territoires isolés et/ou en situation générale peu favorable (*sphères bleu et vert foncé*)** cumulent des conditions de vie plus difficiles et un éloignement des centres urbains. Peu urbanisés, ils ne sont pas ou très peu influencés par les unités urbaines, avec 2 conséquences : ils ne bénéficient pas d'une offre aussi diverse ni aussi structurée. En revanche, le ratio de l'offre d'équipements sportifs y est plutôt favorable, surtout grâce à l'apport des sports de nature.

*Rejoignant les moyennes nationales, ce chiffre signifie que 10 % seulement des personnes interrogées déclarent ne pratiquer aucune activité dans l'année.

**Le dernier numéro de « stat-info » (n° 16-04 de juillet 2016) précise qu'il faut différencier licences et licenciés du fait qu'une même personne peut détenir plusieurs titres dans une ou plusieurs fédérations. De plus, il y a des titres (dirigeants par exemple) qui ne justifient pas obligatoirement une pratique sportive. De ce fait, le nombre de licences distribuées est mécaniquement supérieur au nombre de licenciés total, lui-même supérieur au nombre de licenciés pratiquant une activité sportive.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS



Lecture de la carte : le découpage est par bassins de vie.

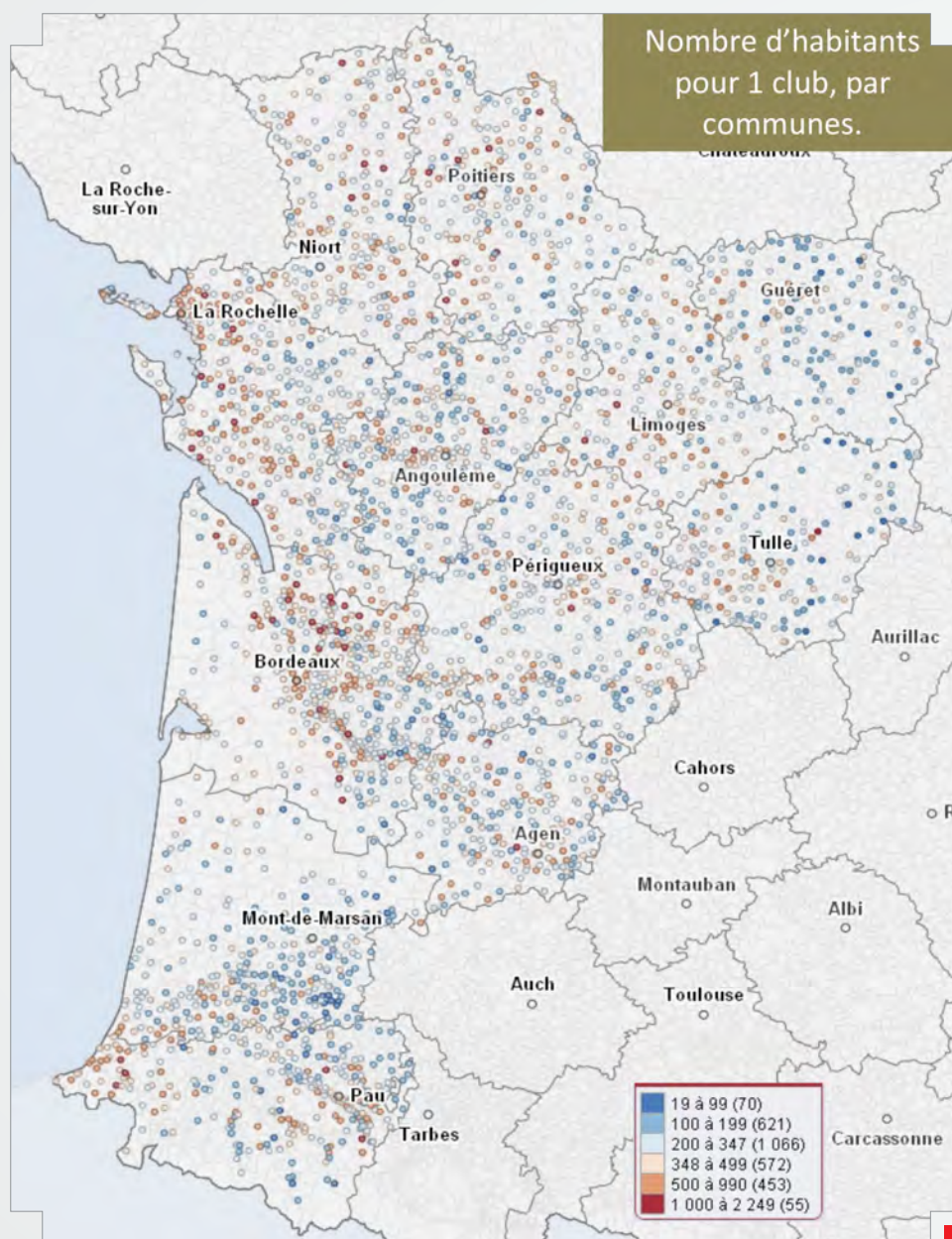
– le code couleur définit le territoire selon les critères de qualité de vie de l'INSEE.

– la taille des sphères correspond au nombre d'équipements par habitants : plus la sphère est importante, plus il y a d'équipements par habitants.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

ÉLÉMENT D'ILLUSTRATION N° 3

Ci-dessous, une évaluation de l'accès au sport au regard des **capacités d'accueil des structures associatives**.



Lecture de la carte :

- le découpage est par commune.
- le code couleur définit le nombre d'habitants pour 1 club : une sphère rouge signifie qu'il y a un grand nombre d'habitants (de 1000 à 2249) pour un club et donc, potentiellement, moins de places disponibles que dans une commune avec une sphère bleue.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

FOCUS SUR LES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ EN ACCÈS LIBRE.

Les chiffres des études et DTA menés dans les périmètres des ex-régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes sont en cohérence avec l'étude nationale sur les équipements de proximité présentée en décembre 2015.

Selon ces sources*, **62 % des personnes interrogées souhaitent plus de moyens pour l'accès à une pratique de tous.** Ils sont également très nombreux à souhaiter bénéficier d'installations sportives de proximité en accès libre : aires de jeux et de loisirs (57 %), terrains multisports de proximité (55 %) et espaces de fitness en plein air (51 %).

*voir sources p. 19, et notamment : étude Fifas-ANDES-MVJS sur les équipements sportifs de proximité ; données du Centre National pour le Développement du Sport ; données DTA DRJSCS Poitou-Charentes ; Étude DRJSCS Aquitaine, « évolution du sport associatif en Aquitaine » ; Document stratégique de développement des sports de nature en Limousin.

C. IMPACT ÉCONOMIQUE, BÉNÉVOLAT, EMPLOI, PROFESSIONNALISATION

Évaluer la montée en compétences du sport associatif et l'importance des relations entre le sport et le monde de l'entreprise et du travail.

- La dépense sportive se répartit entre les ménages (50 %), les collectivités territoriales (35 %), l'État (9 %) et les entreprises (6 %).
- Les principaux bénéficiaires de cette dépense sont les prestataires de service sportifs commerciaux et associatifs, les marchands de biens sportifs, l'hôtellerie/restauration et le bâtiment.
- La dépense sportive des ménages est consacrée en moyenne pour 2/3 aux biens, pour 1/3 aux services. La dépense sportive des ménages est majoritairement concentrée sur les biens, c'est-à-dire sur l'équipement matériel et textile, achats et locations. Le tiers qui reste est consacré aux services c'est-à-dire les abonnements, les affiliations, la rémunération de l'encadrement/animation et les droits d'accès principalement.

Focus sur l'impact économique du sport au travail :

- En Grande-Bretagne, l'absentéisme aurait reculé de 30 à 40 % chez les employeurs ayant mis en place des politiques de santé pour leurs employés, incluant l'exercice physique régulier.
- L'accompagnement/l'incitation par les entreprises de l'activité sportive est : rentable pour les salariés qui vont faire des économies (de 7 % à 9 %, principalement en dépenses de santé) et améliore la rentabilité nette de l'entreprise (de 1 % à 14 % en fonction de la taille de l'entreprise).

Le sport associatif

- Le sport associatif vit, en grande partie, de ses recettes propres. Les recettes des associations sont constituées : à 60 % des cotisations et recettes d'activité, à 35 % des subventions publiques et à 5 % du mécénat.
- Le niveau d'emploi des associations sportives est plutôt faible. Seulement 15 % des associations sportives ont recours à 1 ou plusieurs emplois salariés. Ce sont en général des structures anciennes, qui sont affiliées à une fédération. Pour autant, les clubs sont les principaux pourvoyeurs d'emplois, à environ 60 % des emplois sportifs du secteur privé. Les salariés sont majoritairement des hommes (65 %), de moins de 40 ans (65 %) recrutés comme éducateurs sportifs (entre 70 et 80 %), à temps partiel (60 %).

Les employés du secteur sport sont assez peu polyvalents, (à l'inverse des employés du secteur de l'animation socioculturelle, par exemple).

Enfin, le taux d'emploi moyen est de 85 % suite à l'obtention du diplôme, avec un emploi correspondant à la formation.

Sources : les chiffres clés du sport, ministère en charge des sports ; données du Centre National pour le Développement du Sport ; Document cadre DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine « stratégie régionale de correction des inégalités d'accès au sport » ; France Stratégie, note d'analyse n° 298 ; étude DRJSCS Aquitaine, « évolution du sport associatif en Aquitaine » ; eurobarometer, european commission, n° 412 ; actualité et dossier en santé publique n° 14 ; étude Goodwill Management-MEDEF-CNOSF « impact économique des APS sur l'entreprise, le salarié et la société civile » ; expertise collective INSERM « Activité physique, contextes et effets sur la santé »

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

■ Le nombre de bénévoles dans le sport en Nouvelle-Aquitaine est estimé à environ 290 000 personnes, dont l'activité équivaut à près de 12 700 ETP annuels (à 1 600 h/an), 40 % pour les éducateurs, 40 % pour les dirigeants et 20 % pour les arbitres.

Les demandeurs d'emploi et les personnes sans emplois sont les 2 CSP dans lesquelles il y a le moins de bénévoles. Les employés, celle dans laquelle il y en a le plus.

■ L'évolution des fonctionnements associatifs va générer des besoins en termes de professionnalisation des cadres, bénévoles ou non. Il leur faudra acquérir ou approfondir leurs compétences dans des secteurs tels que le rôle d'employeur, la gestion des ressources humaines ou encore les contraintes légales, principalement.

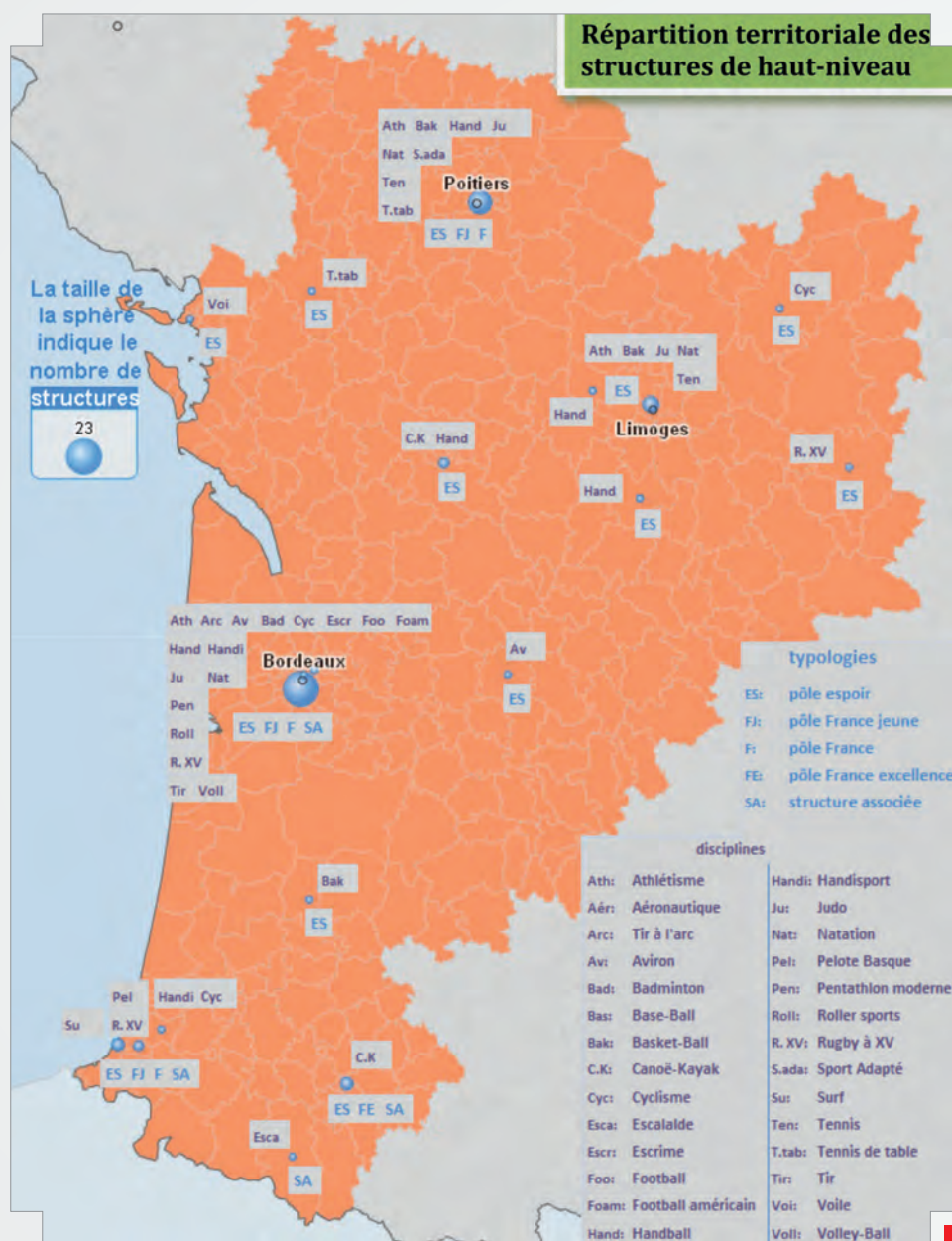
FOCUS SUR LES ACTIVITÉS NAUTIQUES

Très présentes dans la région, elles multiplient par 10 leurs besoins en personnels entre juin et septembre. Les sports de glisse, par exemple, représentent un chiffre d'affaires de près de 1,7 milliard d'euros et l'estimation moyenne de « journée surf » vendues à cette période est de 1 000 000.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

D. LE SPORT DE HAUT NIVEAU ET LE SPORT PROFESSIONNEL

ÉLÉMENT D'ILLUSTRATION N° 4



Lecture de la carte : le découpage est par communes. Les sphères localisent une ou plusieurs structures de sport de haut-niveau.

- en violet, les disciplines accueillies.
- en bleu, le type/niveau des structures accueillies.
- la taille des sphères correspond au nombre de structures : plus la sphère est importante, plus il y a de structures sur le site.

Exemple : Poitiers accueille 8 disciplines olympiques et paralympiques sur 3 niveaux sportifs différents.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

En Nouvelle-Aquitaine (comme en France), le sport de haut-niveau et le sport professionnel sont conditionnés par la réussite du « modèle Français ».

Le modèle français en termes sportifs est celui de « l'émergence spontanée » :

Le désir de pratiquer telle ou telle discipline va générer une masse de jeunes pratiquants au sein de laquelle les plus doués/assidus/persévérants vont naturellement émerger et former les talents en devenir. À partir d'un certain niveau, ces jeunes vont être pris en charge et encadrés pour exprimer le meilleur d'eux-mêmes.

Ce modèle nécessite un encouragement massif à la pratique sportive en vue de l'amélioration de la performance dans tous les domaines (équipements sportifs, contenus éducatifs, moyens financiers et humains...).

- Le sport de haut niveau en Nouvelle-Aquitaine, c'est :
 - 6 Médaille(s) olympiques et paralympiques parmi les 32 sélectionnés dans 28 disciplines différentes.
 - 37 clubs sportifs professionnels dans 7 disciplines et 16 centres de formation agréés.
 - 19 sites dont 2 CREPS, qui accueillent 56 structures, et 1 342 sportifs de 28 disciplines.
- Le sport de haut niveau concerne 119 disciplines, mais l'analyse des médailles obtenues met en lumière qu'elles sont concentrées sur un petit nombre de disciplines.

Ce modèle a aussi des répercussions sur l'organisation du sport professionnel (sports collectifs) très différent du modèle nord-américain par exemple, mais assez semblable aux modèles européens.

- Le sport professionnel en France (sports collectifs) regroupe 7 disciplines, toutes présentes en Nouvelle-Aquitaine : football, handball, rugby, basket-ball, cyclisme, volley-ball, hockey sur glace.
- Le financement, l'organisation et le poids du sport professionnel sont très hétérogènes en fonction des disciplines et se trouvent conditionnés par des facteurs très différents (poids des diffuseurs, soutien des collectivités, masse des pratiquants, importance du mouvement associatif de la discipline, engouement du public...)
- Le schéma juridique, la sécurisation des actifs des clubs, la promotion des investissements font partie des pistes privilégiées lors de la conférence du sport professionnel.

Sources : les chiffres clés du sport, ministère en charge des sports ; données du Centre National pour le Développement du Sport ; CDES-BOURG/GOUGUET « Économie politique du sport professionnel : L'éthique à l'épreuve du marché » ; DR-D-JSCS, données pôle sport ; rapport cour des comptes janv. 2013 ; données Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

FOCUS SUR LE PANORAMA ÉCONOMIQUE DU SPORT PROFESSIONNEL

(réalisation et présentation lors de la conférence territoriale du sport, C.LEPETIT, Centre de Droit et d'Économie du Sport).

Une appellation unique regroupe des réalités économiques radicalement différentes :

- Sports matures ayant définitivement franchi le cap du sport spectacle (football et rugby)
- Sports traditionnels reposant encore très largement sur les soutiens des acteurs publics (hockey, volley-ball)
- Sports en transition avec un modèle économique en pleine évolution (basket-ball, handball).

Une répartition très inégale des revenus :

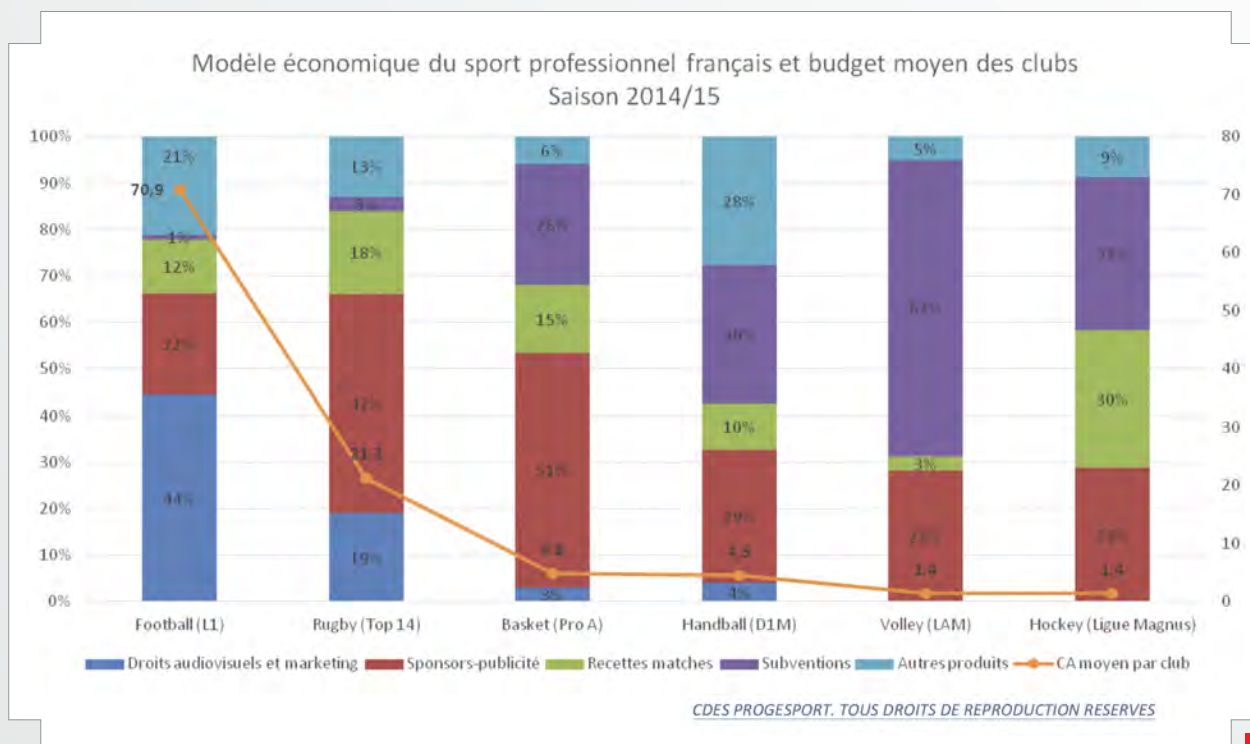
- Football (L1) et rugby (TOP 14) génèrent 90 % du CA du secteur
- Un écart de 1 à 50 entre le budget moyen de la L1 (foot, 70,90 M€) et ceux de la
 - Ligue AM (volley, 1,50 M€) et Ligue Magnus (hockey, 1,50 M€)

Une forte croissance des revenus ces dernières années portée par les droits TV et les recettes commerciales (dont le sponsoring privé) ;

Une répercussion quasi-systématique par une croissance des charges et en particulier des masses salariales ;

Des résultats d'exploitation structurellement déficitaires (football, rugby et basket-ball) et des résultats nets déficitaires (football, rugby et basket-ball) ou juste à l'équilibre (handball, hockey sur glace et volley-ball).

ÉLÉMENT D'ILLUSTRATION N° 5



PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

E. LE SPORT AU FÉMININ

Les femmes pratiquent moins que les hommes, mais surtout, elles aspirent moins aux pratiques de recherche de performance.

Dans toutes les études et enquêtes sur la pratique sportive, les femmes sont surreprésentées dans les catégories « non pratiquant » et « pratiquant occasionnel ».

Les proportions H/F sont stables à l'avantage des hommes sur la fréquence de pratique et son cadre.

Les femmes font plus souvent appel à un encadrement pour leur pratique.

En France, l'encadrement sportif est très majoritairement masculin.

Les différences les plus marquantes entre hommes et femmes pratiquant(e)s sportif, concernent principalement l'approche de la pratique sportive :

1. les femmes sont beaucoup moins nombreuses à pratiquer en compétition,
2. les pratiques sportives majoritairement féminines sont souvent mixtes.

De fait, l'ensemble des études, de l'échelon européen à l'échelon régional montre que les femmes encore plus que les hommes font plutôt du sport sous forme de loisir pour le plaisir et pour se maintenir en forme. L'obstacle principal pour celles qui ne font pas de sport est le manque de temps, défini au regard de l'organisation sociale et familiale.

Le sport au féminin au sein du sport associatif :

Environ 37 % du total des licencié(e)s des clubs de Nouvelle-Aquitaine sont des femmes. Il faut prendre en compte certains paramètres pour avoir un panorama correct.

L'activité proposée par la majorité des ligues sportives de Nouvelle-Aquitaine est fortement influencée par la recherche de performance et la compétition (règles du jeu, déroulement des séances...). Or, si toutes les ligues sportives accueillent des pratiquantes, c'est surtout sous la forme d'une « section féminine » qui reprend les mêmes critères de pratique que pour les hommes.

Ce « gros des troupes » totalise en moyenne autour de 30 % de licences féminines.

On retrouve ensuite :

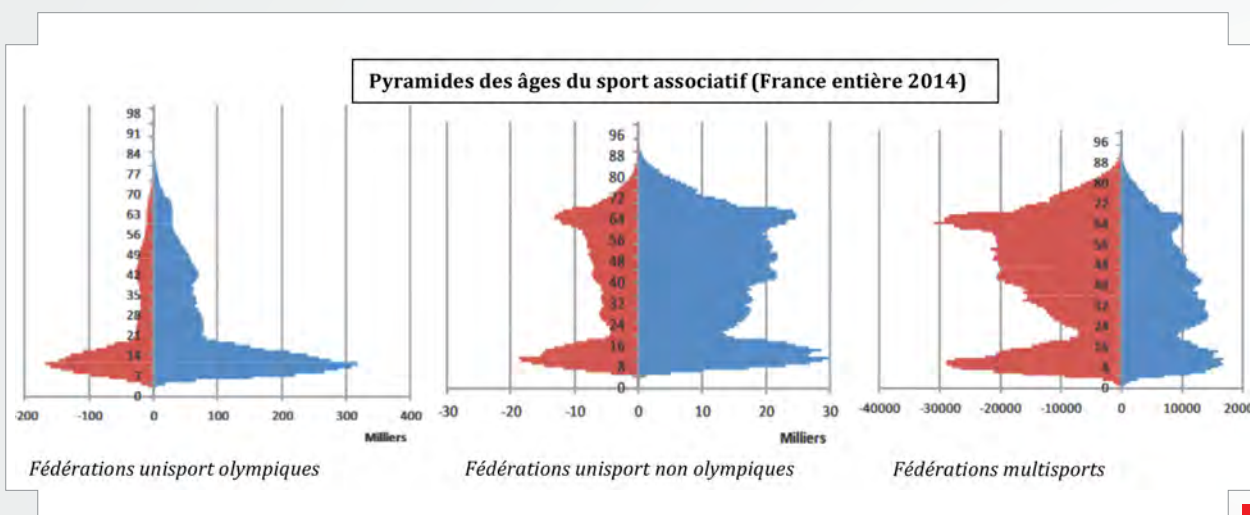
- Les ligues proches de l'équilibre H/F sont généralement en mesure de proposer une pratique sportive de bien-être/santé/loisirs (natation/aquagym, équitation/balade équestre, roller-sports, athlétisme...), aux côtés de la pratique compétitive.

Sources : Données mouvement sportif régional ; étude DRJSCS Aquitaine, « l'accès des femmes au sport en Aquitaine » ; les chiffres clés du sport, ministère en charge des sports ; données du Centre National pour le Développement du Sport ; étude DRJSCS Aquitaine, « évolution du sport associatif en Aquitaine » ; étude INSEP MVJS « la pratique des activités physiques et sportives en France » ; Document cadre DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine « stratégie régionale de correction des inégalités d'accès au sport » ; stat-info 16-04 ; Dossier INSEE « regards sur la parité » 2012 ; eurobarometer, european commission, n° 412.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

- Les ligues les moins féminisées sont celles où l'aspect performance/compétition/recherche de l'excellence est le plus prégnant, et l'enjeu de la réussite le plus fort (football, rugby, motocyclisme, sport automobile).
- Hors les disciplines traditionnellement connotées féminines, (gymnastique, twirling-bâton, danse), les ligues les plus féminisées sont plutôt tournées vers la pratique sportive de bien-être/santé/loisirs, plutôt mixte et/ou affinitaires (retraite sportive, EPGV, arts martiaux chinois, ASPTT, FSGT).
- Enfin, aux côtés de ces caractéristiques, il y a quelques ligues proposant majoritairement ou exclusivement des activités loisirs mais qui sont peu féminisées (cyclotourisme, aéronautique, ULM, pêches sportives).

ÉLÉMENT D'ILLUSTRATION N° 6



Du côté des élues du mouvement sportif associatif, les femmes représentent 27 % des dirigeants, 23 % des arbitres et 21 % des éducateurs.

FOCUS SUR LES POSTES DÉCISIONNELS

Selon une étude de 2012 menée sur le territoire de l'Ex-Aquitaine, il faut détailler les postes de « dirigeants » pour avoir une vision claire de la place des femmes dans les instances décisionnelles. Ainsi, on trouvait environ 40 % de secrétaires, 25 % de trésorières et 12 % de présidentes. En cela, le sport est en retrait par rapport au milieu associatif général (sport, santé, culture...) qui, associations sportives incluses, comptait 30 % de présidentes pour 45 % de dirigeantes.

Lecture des graphiques et analyses : La numérotation verticale représente l'âge, la numérotation horizontale représente le nombre de licencié(e)s. Pour cette dernière, il faut tenir compte des échelles qui sont différentes.

- Proportionnellement les femmes (en rouge) sont beaucoup plus présentes dans les fédérations multisports que dans les autres fédérations.
- Par rapport aux hommes (en bleu), c'est au sein des fédérations unisports olympiques que l'écart est le plus important.
- C'est dans le cadre des fédérations multisports et à un âge auquel la compétition est absente ou sans enjeux que l'on trouve le plus de femmes.

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

F. LE SPORT, LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

Le sport est un outil privilégié pour la santé et le bien-être. Il diminue de 30 % le risque de mort prématurée de toute cause.

L'activité sportive :

- Réduit les risques de maladies chroniques et leurs récives.
- Allonge l'espérance de vie en bonne santé.
- Retarde l'âge de début de la dépendance.
- Aide à combattre l'isolement, créé du lien social.
- Réduit les risques de maladies tant physiques que mentales dus à la sédentarisation.
- Peut-être prescrite sur ordonnance par un médecin.

En Nouvelle-Aquitaine, **le bien-être, le plaisir, le « maintien en forme » et la santé** sont les moteurs de la majorité des personnes déclarant faire du sport*. Ils sont également les principales raisons qui motiveraient les personnes éloignées du sport ou empêchées d'en faire. Enfin, ils caractérisent la représentation des bienfaits attribués à la pratique sportive.

Les pratiquants motivés par leur bien-être choisissent majoritairement des activités dites « douces » (marche, vélo, natation, gymnastique d'entretien...).

FOCUS SUR UNE DIMENSION UN PEU OUBLIÉE, LE SPORT ET L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

- On sait mesurer les effets d'une pratique sportive régulière dans le cadre professionnel : diminution de l'absentéisme pour raisons de santé (notamment la dépression), augmentation de la capacité de travail, bien-être. Ces résultats sont importants dans un contexte d'allongement de la carrière professionnelle et de flexibilité de l'emploi.
- En 2008 déjà, l'INSERM déclarait, suite à une expertise collective : *« l'activité physique est un des facteurs déterminants pour l'état de santé des individus, et l'entreprise représente un cadre privilégié pour favoriser cette pratique compte tenu du fait que la majorité des adultes passent plus de la moitié de la semaine sur leur lieu de travail. Mettre à profit ce temps pour éviter toute sédentarité semble une évidence. »*
- Seulement 13 % des sportifs qui déclarent pratiquer au moins une fois par semaine le font sur leur lieu de travail.

Sources : document cadre « plan régional sport, santé bien-être ; Ateliers participatifs « sport-santé » 2015 et 2016 ; notes sur l'expérimentation régionale « sport sur ordonnance » ; données ARS ; données IREPS ; données DR-D-JSCS pôle sport ; étude DRJSCS Aquitaine, « évolution du sport associatif en Aquitaine » ; étude INSEP MVJS « la pratique des activités physiques et sportives en France » ; enquête ObEpi 2012 ; actualité et dossier en santé publique n° 14 ; étude Goodwill Management-MEDEF-CNOSF « impact économique des APS sur l'entreprise, le salarié et la société civile » ; eurobarometer, european commission, n° 412 ; expertise collective INSERM « Activité physique, contextes et effets sur la santé ».

* Dans toutes les enquêtes, nationales comme régionales, la réponse la plus citée à la question « pourquoi faites-vous du sport ? » est « pour le plaisir/pour ma santé/pour me sentir bien ».

G. L'ACCÈS AU SPORT, POUR TOUS

Issus de la stratégie de correction des inégalités d'accès à la pratique sportive, voici les principaux constats qui se déclinent sur le périmètre régional.

La notion d'inégalités d'accès à la pratique sportive est très relative au mode de pratique que l'on considère

Par exemple, pour une pratique sportive auto-organisée, de plein air, motivée par le maintien en forme, les sources d'inégalités d'accès sont réduites, quand bien même cette pratique serait régulière et encadrée. À l'inverse, pour une pratique en structure institutionnelle, avec des règles induisant des aménagements conséquents, et une organisation contrainte, les freins s'accumulent, générant potentiellement des inégalités d'accès.

L'accès à la pratique sportive pour les **personnes en situation de handicap** est en constante amélioration : les lois sur l'accessibilité des équipements, le soutien des fédérations sportives spécialisées, et surtout le soutien à la mixité « handi-valide » font beaucoup pour la correction des inégalités d'accès. Il reste néanmoins à prolonger le soutien aux structures et à continuer de creuser la piste de la mixité.

L'accès à la pratique sportive pour les **femmes** dépend énormément des contraintes liées aux rôles qu'elles occupent dans la société. Par exemple, une des catégories qui est la plus éloignée du sport, les « personnes au foyer », est aussi celle dans laquelle les femmes sont les plus surreprésentées. De plus, il y a un décrochage fréquent pour la tranche d'âge 15-25 ans, dû en partie aux stéréotypes de la construction de l'individu, induits par « l'image » du sport.

L'accès à la pratique sportive pour les **jeunes** dépend en grande partie de leur parcours scolaire et/ou universitaire. Plus le parcours scolaire est court, plus les individus se retrouvent éloignés de l'offre sportive, principalement de l'offre associative qui est historiquement liée à l'école puis à l'université. De plus, un parcours scolaire court, c'est une entrée dans la vie active plus précoce, des contraintes supplémentaires, ou une situation de recherche d'emploi, plutôt défavorable à la pratique sportive.

Sources : Insee première n° 1519 ; rapport parlementaire « Bertrand » sur l'hyper ruralité ; dossier Pays et Quartiers d'Aquitaine, janvier 2015 ; Insee Poitou-Charentes, revue « décimal » n° 132 ; isolement des seniors en ZUS, Insee première n° 931 ; France Stratégie, article sur la baisse de la pratique sportive ; sport et milieu social, Insee, vie sociale n° 8 ; Recensement des Équipements Sportifs ; Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Midi-Pyrénées, « L'offre sportive dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Toulouse » ; Document cadre DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine « stratégie régionale de correction des inégalités d'accès au sport » ; Document cadre DR-D-JSCS ACAL « schéma régional de développement du sport » ; « lettre de l'économie du sport n° 1228 ; eurobaromètre, european commission, n° 412 ; Statistiques du ministère en charge des sports ; rapport de la cour des comptes, janvier 2013 ; France Stratégie, note d'analyse n° 298 ; étude DRJSCS Aquitaine, « évolution du sport associatif en Aquitaine » ; étude DRJSCS Aquitaine, « l'accès des femmes au sport en Aquitaine » ; étude DRJSCS Aquitaine, « le sport dans les quartiers prioritaires en Gironde » ;

PHASE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DIAGNOSTIC, LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

L'accès à la pratique sportive pour les **personnes sans ou avec très peu de ressources** (allocataire RSA, SDF...) ne peut faire l'objet d'un diagnostic précis, faute de données à notre connaissance. On imagine cependant que le cumul de situations défavorables que cette catégorie de personnes subit, induit une ou plusieurs inégalités d'accès à la pratique sportive.

De même pour les **demandeurs d'emploi** : Bien qu'ils bénéficient de mesures financières incitatives, ils représentent une des catégories les plus éloignées du sport.

L'accès à la pratique sportive dans les **structures d'accueil spécialisées** (santé, carcéral, seniors...) est toujours en développement. Les projets ne sont pas tous au même niveau d'avancement, les plus en avance peuvent servir de base de travail à d'autres projets similaires. Certains mériteraient d'être étendus à d'autres structures de même activité, d'autres d'être approfondis.

L'accès aux équipements sportifs est contraint par un certain nombre de caractéristiques générant des inégalités. Leur taux (nombre d'équipements par habitant) est plus favorable en zone rurale qu'en zone urbaine. Leurs conditions d'accès (gratuit, payant, réservé aux associations, accès libre...) contribuent à discriminer les pratiques. Enfin, une grande partie de la demande (les pratiquants sportifs) est orientée vers des aménagements simples et à la portée de tous (type parcours de santé).



PHASE 2 : LES THÉMATIQUES PRIORITAIRES LA CONFÉRENCE TERRITORIALE DU SPORT

Pour assurer une parfaite cohérence, le schéma régional de développement du sport et la conférence territoriale du sport sont liés :

Le diagnostic du schéma nourrit les thématiques de la conférence.

Les thématiques deviennent les priorités du schéma.

Les travaux de la conférence nourrissent l'écriture du schéma.

L'écriture du schéma oriente les travaux de la conférence.

L'organisation et les travaux de la conférence assurent la mise en œuvre du schéma.

Pour base de travail, 6 thématiques ont été définies comme prioritaires par le comité de pilotage de la conférence territoriale du sport. La pluralité d'acteurs du sport qui compose ce comité de pilotage a permis de proposer des priorités qui reflètent les préoccupations de tous.

Ces thématiques ont ensuite été soumises aux 80 membres de l'assemblée plénière, en amont de sa première convocation. Une fois validées, elles ont fait l'objet d'un travail en atelier, à partir du diagnostic présenté dans ce document.

OBJECTIF DE LA CONFÉRENCE

La Conférence Territoriale du Sport est une instance consultative. Elle organise la concertation entre l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, le mouvement sportif et les acteurs économiques afin de favoriser la cohérence de leurs actions dans le respect de leurs compétences respectives pour le développement et la promotion du sport.

Le principal objectif est donc de **définir un projet sportif pour la nouvelle région.**

Il s'agit aussi de :

- accompagner les services de l'État et le conseil régional dans la définition et la mise en œuvre de leurs politiques sportives,
- réfléchir à la complémentarité et à l'optimisation des interventions des différents niveaux de collectivités territoriales et de l'État,
- proposer des orientations et des actions pour le développement des pratiques en intégrant les CREPS dans l'action sportive régionale,
- valoriser l'excellence sportive, en utilisant le sport comme un des vecteurs de création de la nouvelle identité territoriale,
- valoriser et développer l'accès au sport pour tous.

ORGANISATION ET COMPOSITION

- La Conférence se compose d'une assemblée plénière et d'un comité de pilotage.
- Une partie de ses travaux s'effectue en commissions thématiques.

PHASE 2 : LES THÉMATIQUES PRIORITAIRE LA CONFÉRENCE TERRITORIALE DU SPORT

L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

L'assemblée plénière, co-animée par le Conseil Régional et la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DR-DJSCS) en liaison avec le mouvement sportif, comprend 4 collèges (mouvement sportif, institutions publiques, personnalités qualifiées, acteurs économiques et sociaux et société civile).

Cette assemblée se compose de 80 membres, auxquels viennent s'ajouter des personnels techniques et pédagogiques du conseil régional, de la DR-DJSCS et du CROS. Par ailleurs, certains travaux en commission peuvent nécessiter ponctuellement l'intervention d'experts et/ou de personnalités extérieures à la Conférence.

Elle a pour fonction de définir les orientations, de faire la synthèse et de valider les travaux réalisés en commission.

COMPOSITION

Collège 1 : le mouvement sportif (20)

- 3 représentant(e)s des CROS,
- 4 représentant(e)s des CDOS,
- 6 représentant(e)s des disciplines sportives (ligues ou fédérations),
- 4 représentant(e)s de grands clubs omnisports,
- 3 organisateur(trice)s de manifestations sportives.

Collège 2 : les institutions publiques (20)

- 4 représentant(e)s de l'État (DR-DJSCS, Rectorat, ARS et Direccte),
- 6 représentant(e)s des conseils départementaux,
- 10 représentant(e)s de communes ou d'EPCL.

Collège 3 : personnalités qualifiées (20)

- 5 sportif(ve)s ou ancien(ne)s sportif(ve)s de haut niveau,
- 5 universitaires,
- 2 représentant(e)s des CREPS,
- 1 médecin du sport,
- 3 journalistes sportifs représentant la presse quotidienne régionale et la presse audiovisuelle,
- 3 opérateurs de tourisme sportif.

Collège 4 : acteurs économiques et sociaux, représentants de la société civile et usagers (20)

- 7 représentant(e)s de sociétés sportives,
- 8 représentant(e)s des acteurs économiques et sociaux,
- 5 représentant(e)s des Parcs Naturels Régionaux.



PHASE 2 : LES THÉMATIQUES PRIORITAIRES LA CONFÉRENCE TERRITORIALE DU SPORT

LE COMITÉ DE PILOTAGE

Le comité de pilotage comprend entre 9 et 12 membres et se compose de représentants du Conseil Régional, de la DR-DJSCS, du mouvement sportif, d'un représentant de chacun des collèges et d'une personnalité qualifiée. Il est l'organe régulateur de la Conférence. Il procède à la désignation des membres composant les 4 collèges. Il arrête le choix des commissions thématiques et leur composition. Il veille au suivi et à l'avancée des travaux de la Conférence et en assure la synthèse. Ce comité se réunit au moins une fois par trimestre sur l'ensemble du territoire de la région.

LES THÉMATIQUES

- l'accès à la pratique sportive pour tous,
- la relation sport et santé,
- la question spécifique du développement du sport féminin,
- l'aménagement sportif des territoires,
- l'animation des territoires et notamment la définition de critères en matière de soutien aux manifestations sportives,
- l'accompagnement du sport fédéral et du sport de haut niveau avec une réflexion particulière sur les conditions d'harmonisation du soutien régional aux clubs amateurs et aux sociétés sportives,

Le travail autour de ces thématiques tiendra compte de la volonté des acteurs :

- d'un renforcement des passerelles avec les autres politiques sectorielles régionales (tourisme, jeunesse, culture, éducation, formation, politique contractuelle et développement économique).
- de l'optimisation des moyens publics.

LES COMMISSIONS THÉMATIQUES

Les commissions thématiques doivent permettre d'apporter, en se basant sur les travaux de diagnostics et les outils de recueil existants, des recommandations pratiques dans leur champ de réflexion. Elles sont composées de membres de l'assemblée plénière et du comité de pilotage. Leurs travaux pouvant nécessiter des avis précis, elles peuvent inviter des personnes qualifiées en tant que de besoin.

Leur fonctionnement est autonome pour une plus grande souplesse dans l'organisation et le suivi des travaux est confié aux techniciens de la DR-DJSCS, du Conseil Régional et des CROS.

PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

Le 2 décembre 2016, la conférence territoriale était lancée par l'organisation conjointe (DR-DJSCS et Conseil Régional) de la première assemblée plénière. Au-delà de son installation formelle, il s'agissait aussi pour les membres de la conférence d'entamer une première phase de travail autour des 6 priorités pour le développement du sport en Nouvelle-Aquitaine.

Toujours de façon participative et innovante, ces travaux se sont déroulés en ateliers tournants, favorisant l'expression de tous et la construction progressive.

SYNTHÈSE DES TRAVAUX

COMPLÉMENTS ET CONSTATS

Cette partie reprend les propositions formulées par les membres de la conférence territoriale lors des ateliers de travail et, le cas échéant, les propositions formulées lors des différents ateliers de travail antérieurs.

L'aménagement sportif et l'animation des territoires *(Grand témoin : Alexis Gallice)*

DÉFINITION

Cet atelier a mobilisé 39 membres de la CTS sur trois temps. Concernant la définition du thème de l'atelier, trois notions ont été citées de façon fréquente et récurrente, à savoir, **l'équilibre, l'accessibilité et la diversité**. Ces notions ont fait consensus néanmoins leur définition varie selon le point de vue des participants. Cette diversité de point de vue a permis de dégager une approche partagée à l'issue de la journée.

SELON LES MEMBRES DE L'ATELIER

1. **L'équilibre, c'est d'abord un maillage territorial d'équipements qui veille à une répartition équilibrée de ces derniers.** C'est l'approche induit que les financements privilégient les territoires faiblement dotés en équipements structurants. On entend ici par équipement à la fois le bâti ou le non-bâti.
2. **La question de la localisation et de l'implantation des aménagements sportifs doit également être définie en fonction des publics cibles** qui ne se définissent pas seulement par leur excellence sportive.
3. **Les politiques d'aménagement doivent dès lors être corrélées avec d'autres politiques publiques** de santé, de citoyenneté, de tourisme ou de renouvellement urbain. Les participants rappellent que le territoire est divers et que pour cela il faut tenir compte de l'ensemble des échelles intrarégionales (Métropole, bassins de vie, etc.). Cela suppose qu'il faille trouver par conséquent un équilibre entre territoires et jeux de pouvoir.
4. **L'aménagement et l'animation renvoient également à la notion d'une accessibilité plurielle.** Cette dernière peut être économique (les ressources), psychologique (l'envie, la motivation), matérielle (distance, moyen de transport), sociale et technique (niveau sportif). La notion d'accessibilité renvoie dès lors à plusieurs enjeux.



PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

5. **Il faut créer les conditions d'une mobilité effective, mutualiser et diversifier les usages des équipements.** L'accessibilité ne peut être abordée sans avoir au préalable discuté les notions d'offre de pratiques adaptées et donc accessible à la population.
6. **Une identification des territoires** (y compris universitaire), des publics, des priorités politiques s'impose, pour rendre accessible au plus grand nombre cette offre. Des postes de développeur de pratiques (libres ou compétitives) pourraient être imaginés.
7. **La complémentarité des politiques sportives n'est concevable que si une complémentarité des acteurs s'incarne durablement.** L'animation des territoires se définirait comme l'ensemble des initiatives privées ou publiques visant à revitaliser, dynamiser et à diversifier l'offre sportive pour plus d'attractivité. Cette attractivité sera rendue possible par la diversité des publics d'une part (scolaires et aussi 3^{ème} et 4^{ème} et âge d'autre part) et la mise en complémentarité des acteurs qu'il convient de faire dialoguer d'autre part. Cette animation sera rendue d'autant plus effective par le partage des espaces de pratique, la maîtrise du développement des pratiques et la cohabitation des usages et enfin le développement d'une politique sportive cohérente et concertée à tous les niveaux.

L'impact économique du sport et la professionnalisation du mouvement sportif

(Grands témoins: C. Lepetit et F. Lagarde)

DÉFINITION

La place du sport doit être pensée dans le cadre du développement économique et touristique des territoires à travers notamment les sports de nature. Il conviendrait également de mettre en exergue **l'adaptation de l'offre de service** aux regards des nombreux événements sportifs. À ce titre, les participants souhaitent aborder la question des équipements qui conditionnent a priori l'analyse de cette thématique. **La localisation des équipements sportifs est déterminante dans l'étude de l'impact économique et le dynamisme d'un territoire.** Pour mesurer cet impact, il conviendrait dès lors de distinguer les équipements sportifs relevant d'une utilisation exclusive et de ceux qui seraient mutualisés.

Il conviendrait également d'intégrer la notion de **décentralisation de grandes manifestations pour un développement équilibré des territoires ruraux**, zones parfois ne disposant pas d'équipements adaptés. L'impact économique du sport dépendrait notamment d'un **plan pluriannuel d'équipement sportif orienté vers le sport pour tous et la pratique compétitive**. Ce plan permettrait d'intégrer la notion de structures mutualisées.

SELON LES MEMBRES DE L'ATELIER

1. **L'impact du sport ne saurait se limiter à l'économie.** Il faut replacer cette considération dans un champ plus large de celui des retombées économiques, sociales, en matière de santé.
2. **L'impact économique du sport doit être analysé à l'aune des finances publiques et de la problématique de l'aménagement du territoire (accessibilité et localisation).** Il conviendrait également de valoriser l'impact du bénévolat dans l'économie du sport.
3. **La professionnalisation et la structuration du mouvement sportif doivent être pensées et réfléchies autour d'un projet qui associe les bénévoles et les salariés.** C'est bien la relation entre ces deux mondes qui structure l'évolution du mouvement sportif, notamment à travers la montée en compétence des bénévoles. Il faut distinguer ce qui relève de l'accompagnement des salariés intégrés au secteur privé non marchand de ce qui relève du bénévolat.

PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

Le sport de haut niveau et le sport professionnel *(Grand témoin : J-P Karaquillo)*

DÉFINITION

28 membres de la CTS ont participé à cet atelier au cours de la journée.

La frontière entre le sport amateur, le sport professionnel et le sport de haut niveau ne semble pas être toujours très évidente. Les participants se sont d'abord interrogés sur la distinction des deux termes. **Pour le sport de haut niveau, l'objectif est de pratiquer une discipline visant la recherche de l'excellence, une haute performance sportive et de participer à des compétitions internationales de référence** (Coupe du monde, coupe d'Europe, JO...). Il s'agit également d'une catégorisation institutionnelle de l'État de sportifs chargés de représenter la France lors de rencontres internationales, le sportif bénéficiera alors d'aides de l'État et d'une mobilisation des services interministériels. **Le sport professionnel correspond quant à lui à la pratique d'une discipline qui vise à développer un spectacle sportif et une économie.** C'est une activité rémunérée dans le cadre d'une société sportive privée.

SELON LES MEMBRES DE L'ATELIER

1. **Le sport professionnel est un métier** à part entière puisque le pratiquant perçoit une rémunération.
2. **Le sport de haut niveau est plutôt un loisir amateur qui nécessite des aides**, un support et des structures.

Le sport au féminin *(Grand témoin : E. Merlot)*

DÉFINITION

Cet atelier a mobilisé une vingtaine de membres de la CTS sur trois temps. Les participants ont pu échanger sur le thème du sport au féminin, thématique sensible à l'heure où la parité n'est toujours pas effective. Le constat principal qui en ressort est le suivant : **il s'agit de sport avant tout et qu'aucune distinction ne devrait être faite.** C'est une égale pratique entre hommes et femmes dans toutes les disciplines sportives mais rendue difficile à cause de **la différence de moyens et de l'inégalité d'accès et de l'offre** selon le territoire, la situation individuelle, etc.

SELON LES MEMBRES DE L'ATELIER

1. **Chez les femmes, le sport est principalement exercé dans le cadre de l'école.** Passé ce cap, les études montrent qu'elles ont tendance à abandonner la pratique bien qu'il s'agisse pourtant d'un facteur d'épanouissement avec **une motivation davantage liée au bien être qu'à la compétition.**
2. **L'image de la femme sportive est peu développée** et les filières de compétitions féminines ne sont pas suffisamment valorisées.
3. **Le côté challenge personnel ou défi est souvent délaissé.** Une femme peut se fixer des objectifs personnels tels que courir un marathon sans pour autant vouloir le gagner. Le but pour elle est tout simplement de franchir la ligne d'arrivée.
4. **Le sport au féminin c'est également la gouvernance des clubs**, des associations sportives qui restent encore trop peu dirigées par des femmes.
5. **Les spectatrices des événements sportifs** qui ont lieu au sein de la région sont loin d'être majoritaire au sein des publics.



PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

Le sport, la santé et le bien-être (*Grand témoin : M. Elissade*)

DÉFINITION

Cette thématique a mobilisé 30 membres de la CTS sur l'ensemble de la journée. Les participants ont choisi de définir cette thématique en s'interrogeant sur **les bienfaits du sport**. En plus du bien-être qu'il procure, la pratique d'une activité physique régulière permet l'augmentation de l'espérance de vie. C'est un fait, les pratiquants ont une consommation en médicament plus faible que les inactifs.

SELON LES MEMBRES DE L'ATELIER

1. Le principal élément qui revient est la formation. **Former les acteurs du SSBE** : encadrants, éducateurs sportifs, médecins. L'objectif est d'améliorer la vision et d'avoir une meilleure collaboration entre le secteur médical et le sport.
2. **Les bienfaits du sport doivent être mieux valorisés** dans le paysage sportif général d'une part, dans le paysage médical d'autre part et dans le monde du travail.

L'accès au sport pour le plus grand nombre (*Grand témoin : P. Sanchez*)

DÉFINITION

Cet atelier a été largement sollicité et a regroupé près de 40 membres de la CTS sur les trois temps de la journée. Le point principal soulevé est que **le sport pour tous doit reposer sur un principe d'égal accès**. Cela nécessite **un maillage territorial** afin de garantir **des activités de proximité et des coûts abordables** pour favoriser l'accès à la pratique sportive sur l'ensemble du territoire. C'est un **accueil de tous les publics** sans distinction sociale et une **garantie de suivi quel que soit le niveau sportif** (du statut de débutant à celui de confirmé) ainsi qu'un **accès aux divers équipements sportifs du territoire**.

SELON LES MEMBRES DE L'ATELIER

1. Le sport pour tous c'est **la possibilité pour chacun de pratiquer une activité selon son libre choix**.
2. Donner **accès au sport implique de prendre en compte toutes les activités sportives** qu'elles soient éducatives, socio-éducatives, de compétition ou bien encore les activités de loisirs.
3. L'accès au sport pour tous pose **la question de l'envie de pratiquer pour chaque individu**.
4. **Les enjeux** évoqués dans le cadre du sport pour tous **sont souvent relatifs à la santé et à l'éducation**.

PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

OBJECTIFS ET PRÉCONISATIONS

Pour chacun des ateliers thématiques les participants, après avoir partagé le diagnostic et apporté les éléments qui leur semblaient manquants et importants, ont émis des objectifs et des axes de travail. Repris ici, ces éléments dessinent l'ossature du schéma de développement du sport et tracent les pistes pour sa mise en œuvre.

Une fois encore, il est utile de rappeler que les plans d'actions des différentes parties prenantes du sport en Nouvelle-Aquitaine (pouvoirs publics, collectivités, associations...) existent et sont déjà opérationnels. C'est la raison pour laquelle certains des objectifs ci-après font déjà l'objet d'une mise en œuvre qui doit être simplement poursuivie ou dans certains cas adaptée. Cet existant s'accompagne néanmoins d'objectifs nouveaux, dès lors principalement que l'on entre dans les objectifs particuliers de chaque thématique.

OBJECTIFS TRANSVERSAUX

- A. Pérenniser : l'accompagnement du mouvement sportif, les instances de concertation, la participation du plus grand nombre.
- B. Harmoniser : les aides, les processus, les politiques, les schémas, les plans.
- C. Mieux connaître : les publics, les structures, les attentes, l'offre.
- D. Mutualiser : les équipements, les moyens, les pratiques.
- E. Adapter : les pratiques, les règles, les équipements, les formations.
- F. Éduquer : aux bienfaits du sport.
- G. Intégrer le sport : dans les schémas de développement locaux, dans les entreprises, dans le milieu médical.
- H. Favoriser : le sport sur le lieu de travail, l'accès aux équipements.
- I. Optimiser : les équipements, les moyens.
- J. Valoriser : les territoires par le sport, les bienfaits du sport, le sport au féminin, le sport de haut-niveau et le sport loisir.



PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

OBJECTIFS PAR THÉMATIQUE

Fruits des ateliers participatifs et de l'analyse technique qui a suivi les travaux de la conférence territoriale du sport, les objectifs développés ci-après précisent les attentes des participants, dans toute leur diversité.

Optimiser l'aménagement sportif et l'animation des territoires

Les participants sont unanimes pour préciser qu'il ne peut exister d'objectifs généraux sans un état des lieux partagés. Cet état des lieux pourrait se présenter comme un audit dans le cadre des harmonisations futures qui soit déconnectés des politiques et des lobbys. Cet état des lieux pourrait également se traduire par un recensement des équipements tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. Ce travail permettrait de prioriser les investissements à réaliser et leur portage financier. Les participants insistent sur l'élaboration de ce diagnostic partagé base d'un dialogue constructif.

À ces questions, les membres de l'atelier suggèrent une méthode bien plus que des réponses. Le dialogue, selon ces derniers, doit être opérationnel sur le territoire et il devra associer tant les professionnels que les usagers sur les projets d'équipement. L'association des citoyens à la définition des besoins auxquels les experts ne pensent pas toujours permettrait de transformer les habitants en acteurs plus engagés et responsabilisés. Du fait de la compétence partagée entre les différentes collectivités, il faut imaginer de nouvelles façons de faire ensemble pour une équité réelle entre les territoires. La mise en accessibilité des équipements sportifs doit également s'inscrire dans un calendrier qui permette de donner de la visibilité en la matière.

À l'issue de ces déclarations préalables posant les conditions d'une collaboration collective efficace l'ensemble des participants ont défini 10 objectifs prioritaires.

OBJECTIFS PARTICULIERS À LA THÉMATIQUE

- 1 - Réaliser un état des lieux et un diagnostic à différentes échelles, objectivé et partagé, utile dans l'élaboration des schémas directeurs.
- 2 - Repenser et identifier la gouvernance à travers le prisme d'une concertation multi niveaux entre les acteurs existants.
- 3 - Développer la recherche à travers l'étude des territoires et des nouveaux modèles économiques.
- 4 - Mettre en correspondance entre les acteurs, les territoires et les équipements.
- 5 - Favoriser les conditions d'une accessibilité réelle (handicap, moyens, éloignement) soucieuse de l'égalité et de l'équité territoriale.
- 6 - Créer une unité opérationnelle de suivi et d'évaluation et la coordination potentielle entre la Conférence territoriale du sport et la Conférence territoriale de l'action publique.
- 7 - Étudier l'évolution des programmes de financement qui devra s'opérer dans le cadre d'une ouverture du mode de gouvernance et la création d'un cadre de référence partagé.
- 8 - Corréler la notion de territoire de leadership/collaboration à la notion de territoire de projet/territoire d'action.

PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

- 9 - Élaborer un guide méthodologique des étapes d'actions pour de bonnes pratiques et de mutualisation.
- 10 - Développer la notion d'externalité positive pour les équipements sportifs notamment en matière d'attractivité touristique devrait relativiser l'approche coûts/bénéfices.

FAISABILITÉ ET CONTRAINTES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

Différentes contraintes ont été identifiées par les participants au premier rang desquelles le modèle actuel de gouvernance. La politique sportive est une politique différenciée qui se déploie dans les interstices d'une action publique multi niveaux et inter organisationnelle. Par conséquent, la capacité à la dynamiser dépend des capacités du mouvement sportif, des collectivités et de l'état à développer une large gamme d'outils d'information et de coopération qui leur permettent de mieux maîtriser plusieurs dimensions du développement sportif ou, en tout cas, de ne plus être enfermées dans une relation de dépendance technique et informationnelle et de mieux anticiper la stratégie d'équipement et donc de mutualisation. Les participants concluent que par la mobilisation de ressources politiques et la construction d'une expertise technique fiable, le sport peut s'affirmer comme un des opérateurs sectoriels incontournables dans les champs de la santé, de la citoyenneté, du développement économique et de l'attractivité des territoires.



PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

Renforcer le soutien à la professionnalisation du mouvement sportif et réévaluer l'impact économique du sport

À l'occasion des trois séances de réflexion collective, onze objectifs généraux ont été définis. À travers cet exercice, les participants nous invitent à ouvrir la boîte noire de la fabrique des politiques du sport et à distinguer ce qui commande et ce que produisent l'impact économique et la professionnalisation en élargissant la recherche aux causes et aux conséquences et pas seulement sur les effets attendus ou non.

OBJECTIFS PARTICULIERS À LA THÉMATIQUE

- 1 - Placer le sport au cœur des projets de territoire (Transport, tourisme, attractivité, économie). Le sport est au carrefour de plusieurs sujets de politique publique.
- 2 - Garantir et sécuriser les emplois aidés.
- 3 - Créer un cadre de mutualisation des emplois.
- 4 - Mettre en place un observatoire du sport.
- 5 - Former les salariés à la pluridisciplinarité et au développement.
- 6 - Créer les conditions de la montée en compétence des bénévoles.
- 7 - Mutualiser les structures (acteurs publics, MJC, etc.).
- 8 - Mutualiser les emplois
- 9 - Mettre en œuvre un audit des emplois et des compétences
- 10 - Réaliser un schéma directeur des événements et des équipements sportifs.
- 11 - Encourager la solidarité territoriale et la sectorielle.

FAISABILITÉ ET CONTRAINTES

Les participants estiment qu'il sera nécessaire de donner plus de moyens dans le domaine de la formation. Ces moyens financiers doivent être complémentaires de ceux existant de type uniformation. L'investissement dans la formation est la condition pour une professionnalisation réelle. Selon les membres de l'atelier, il conviendrait de desserrer l'étau des contraintes administratives et comptables dans la constitution des dossiers de demande d'aides (subvention, prestation, etc.).

La mesure de l'impact économique nécessite un accompagnement des clubs pour accès facilité aux outils de mesure de leur impact local (social et économique).

Le développement du sport passerait par l'inscription d'un volet sport dans les politiques publiques régionales de transport, de formation et d'innovation et la mise en place de contrats de territoire en matière de sport.

Pour mesurer, l'impact économique, les participants proposent la création d'un observatoire en charge de la collecte et de l'analyse des données.

PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

Valoriser et s'appuyer davantage sur le sport de haut niveau et le sport professionnel

OBJECTIFS PARTICULIERS À LA THÉMATIQUE

- 1 - Développer le rayonnement régional ou national.
- 2 - Garantir la formation et l'insertion pour le sportif professionnel et le sportif de haut niveau.
- 3 - Conditionner les aides en fonction des niveaux sportifs sans distinction entre hommes et femmes et les disciplines sportives.
- 4 - Développer les relations entre le sport professionnel et le sport amateur sur le territoire national. Renforcer le bénéfice apporté par le sport professionnel à un territoire et à un public plus large (localement) par exemple par la mise en place de partenariat entre clubs amateurs et clubs professionnels.
- 5 - Valoriser le territoire par le sport de haut niveau qui s'exprime au travers de ses performances et doit bénéficier d'équipements adaptés et de formation en lien avec le sport professionnel.
- 6 - Augmenter en 2020 le nombre de médaille olympique (1 en 2016) et paralympiques.
- 7 - Créer un schéma directeur entre la Région et l'État.
- 8 - Déterminer un curseur d'accès pour les sportifs de haut niveau sur le territoire de la Nouvelle Aquitaine.
- 9 - La Région doit accompagner les autres collectivités locales dans leurs stratégies.
- 10 - Créer une modélisation de la communication pour l'ensemble des clubs de la Nouvelle Aquitaine notamment dans le cadre des relations médias et avec les acteurs économiques.
- 11 - Garantir la parité.
- 12 - Cadrer le sport professionnel, sport spectacle au profit de tous.
- 13 - Créer une identité de la nouvelle aquitaine sur le sport de haut niveau.
- 14 - Définir des axes de politiques régionales pour lesquelles on décréterait de l'intérêt du sport professionnel et de haut niveau dans la politique sociale et économique locale et réciproquement. De la même manière, on définirait les priorités de développement pour les infrastructures, donc les investissements, la formation et l'image.

FAISABILITÉ ET CONTRAINTES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

Il conviendrait de conditionner les aides à des objectifs territoriaux (notion de réciprocité) et définir des quotas d'aides ou niveau d'intervention pour chaque collectivité. Il conviendrait d'aider uniquement les clubs professionnels sur le volet formation. Dans le cadre de ce volet, il faudrait par le biais de conventions créer des passerelles de formation entre le sport amateur et le sport professionnel.

Une professionnalisation des acteurs du sport, c'est d'abord une vie à construire et pour cela il faut privilégier l'insertion professionnelle plutôt que la réinsertion. Un accompagnement dans le développement des équipements sportifs ainsi que dans la formation (ex : centre de formation pour reconversion) s'impose. Les structures d'entraînement et les axes facilitateurs de la recherche haute performance poursuivraient un double projet de nature sportive et également d'insertion scolaire, universitaire, professionnelle.

Une harmonisation des aides régionales doit s'opérer rapidement.



PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

Faire muter le modèle actuel de la pratique sportive féminine

À l'issue de la définition de la thématique, les participants se sont penchés sur les objectifs généraux du sport au féminin. Ils ont été unanimes pour dire qu'il fallait avant tout augmenter le nombre de dirigeantes au sein des instances du sport. Cela pourrait ainsi permettre une gestion plus paritaire et l'instauration de créneaux spéciaux selon le sexe.

Ce manque de femmes dans le milieu du sport est principalement dû au manque de moyens d'où la nécessité de réduire les inégalités régionales hommes/femmes dans les politiques régionales d'aide.

OBJECTIFS PARTICULIERS À LA THÉMATIQUE

- 1 - Sensibiliser dès le plus jeune âge en présentant tous les aspects du sport et en démontrant que tous les sports sont mixtes, qu'il suffit simplement d'adapter les règles selon le sexe.
- 2 - Mettre fin à la stigmatisation des sports par genre (la gymnastique pour les filles, le football pour les garçons). Pour cela il apparaît évident de développer les pratiques sportives à l'égard des filles en leur donnant des moyens. Également, instaurer/inventer des pratiques mixtes qui prouveraient que femmes et hommes peuvent jouer sur un même terrain.
- 3 - Permettre la réalisation d'une activité sur leur lieu de travail ou bien de prendre en charge leurs enfants pendant la pratique du sport. Les contraintes familiales sont la principale raison de non pratique où de la difficulté du retour à la compétition chez les femmes. Enfants, entretien de la maison, famille monoparentale... C'est une réalité bien présente : les femmes ont peu de temps pour elles.
- 4 - Promouvoir la pratique féminine. Celle-ci est trop peu médiatisée par rapport à celle des hommes, il est donc important de la valoriser sous toutes ses formes (loisir, compétition, défi personnel) par exemple par le biais de porte-drapeaux régionaux.
- 5 - S'impliquer davantage dans l'organisation de temps forts relatifs au sport féminin afin de le mettre en valeur et d'engager une large campagne de communication. Les participants ont également proposé la mise en place d'un concours des meilleures pratiques féminines.
- 6 - Proposer une offre de pratiques féminines plus large. Le sport étant une compétence partagée entre les collectivités et l'État, il convient de rechercher une cohérence sur ce point. À cet effet, il est par exemple envisageable de mutualiser des animateurs sportifs pour plusieurs collectivités ou clubs qui pourraient intervenir sur différentes sessions. Au préalable il faut bien sûr dresser un diagnostic du sport féminin sur le territoire pour avoir une vision globale de ce qui existe déjà et en tenir compte pour les futures implantations.
- 7 - Adapter/développer l'offre d'équipements sportifs de proximité. Au-delà de la pratique en club, on retrouve aussi un manque d'équipements sportifs de proximité. En plus d'en installer de nouveaux, il est envisageable de mettre en place des animations sportives en collaboration avec les communes, au plus proche des habitants.

PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

FAISABILITÉ ET CONTRAINTES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

En premier lieu, il convient, afin d'augmenter le nombre de dirigeantes des instances sportives, de leur proposer des formations d'encadrement pour qu'elles aient davantage confiance en elles et « osent » prendre les postes de directions des bureaux associatifs sportifs.

Le manque de moyen pour la pratique féminine peut être lié au manque de subventions spécifiques au sexe. Il serait peut-être judicieux d'accorder une enveloppe financière dédiée au sport féminin plus importante afin de palier aux inégalités (exemple de la mairie de Saintes).

Le fait de créer des équipes mixtes reste une chose difficile à mettre en œuvre car selon l'activité, les participants peuvent se sentir désavantagés avec la présence du sexe opposé.

Il faut développer les sections féminines dans les clubs.

L'attribution de créneaux réservés est en partie conditionnée par cet axe de développement.

Il faut développer l'incitation à la pratique sportive, surtout à l'école, et particulièrement pour les filles.

Concernant les équipements sportifs il conviendrait d'adapter les préexistants au gabarit féminin.



PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

Favoriser et promouvoir le sport comme moyen au service de la santé et du bien-être

Il faut évaluer, faire un diagnostic éducatif. Cette élaboration d'un diagnostic peut être réalisée dans le cadre d'un partenariat État, Région et monde sportif pour un plan régional de développement du sport, santé et bien-être.

Il conviendrait de généraliser l'ouverture des équipements dans les lycées du territoire au grand public pour les heures non utilisées (rôle de la Région dans le cadre des lycées).

Il faudrait aussi améliorer la coordination et l'articulation des actions sur les territoires, en premier lieu la visibilité des interventions. Le développement de l'offre sur les territoires et son accessibilité est à penser parallèlement à l'encadrement nécessaire en fonction des publics.

OBJECTIFS PARTICULIERS À LA THÉMATIQUE

- 1 - Adapter les pratiques sportives sur le lieu de travail. Pour cela, une mobilisation des entreprises et des organisations est nécessaire. Il faut les inciter en les aidant à s'équiper ou encore à mettre en place des vestiaires, sanitaires. Les bénéfices pour l'entreprise sont multiples. Une communication sur l'intérêt du sport dans les entreprises doit être réalisée auprès des salariés et des chefs d'entreprise. Le lancement d'événements sur le sport en entreprise est à amplifier.
- 2 - Amplifier la mise en place d'actions en direction des familles.
- 3 - Adapter l'offre d'équipement et l'offre d'encadrement à cette demande.
- 4 - Développer l'accès à l'offre de formations (après avoir valorisé l'existant).
- 5 - Établir une communication grand public et pour les entreprises.
- 6 - Renforcer l'éducation aux bienfaits du sport en milieu scolaire/périscolaire et valoriser la responsabilisation par les activités physiques et sportives.

FAISABILITÉ ET CONTRAINTES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

Les publics sont aussi concernés dans le cadre du maintien de l'autonomie notamment des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Il conviendra dès lors de mobiliser les clubs professionnels et les sportifs de haut niveau sur ces sujets et ouvrir les installations pour promouvoir véritablement l'activité physique et sportive.

Il faut développer un environnement favorable grâce à l'intervention des collectivités : aménagements urbains, parcs naturels, aménager les espaces naturels par la pratique du sport nature etc. Les entreprises doivent investir la thématique pour répondre aux besoins au sein de l'activité professionnelle et en enfin le milieu éducatif pour une offre au niveau périscolaire.

Le sport bien-être est à ce titre à mettre en lien avec la thématique visant à favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre. Il faut des incitations positives à l'activité physique et sportive.

L'intérêt de pratiquer une activité physique et sportive au travail doit être intégré par les dirigeants. La santé, le bien-être, c'est l'amélioration de la performance des salariés pour une entreprise.

Il faudrait soutenir via une labellisation les associations sportives inscrites dans cette politique du sport bien-être.

Enfin, il faut responsabiliser par la pratique l'individu. Il s'agit de sa santé, il doit être à l'écoute de son corps.

PHASE 3 : LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE, L'ÉCRITURE DU SCHÉMA

Rendre effectif l'accès au sport pour le plus grand nombre

L'objectif de l'accessibilité du sport au plus grand nombre est à la fois de parvenir à faire venir les personnes mais aussi d'aller les chercher. Il faut amener l'activité vers les populations en valorisant le sport pour tous à l'aide d'un discours adapté aux différents publics. Pour rendre cela possible, il faut que l'accessibilité soit géographique (structures de proximité), financière (coûts abordables) mais aussi temporelle (proposer une large gamme de créneaux). Bien qu'il soit nécessaire de multiplier les activités proposées, il ne faut pas pour autant délaisser la qualité.

OBJECTIFS PARTICULIERS À LA THÉMATIQUE

- 1 - Identifier au préalable les publics réellement éloignés de la pratique sportive et les causes de cet éloignement. Il ne faut pas laisser de côté certaines catégories de la population telles que les personnes en situation de handicap ou les personnes habitants dans une zone géographique isolée.
- 2 - Rendre le public captif pour l'intéresser au sport et favoriser les conditions de pratique en proposant une large gamme de choix d'activité.
- 3 - Former les éducateurs, les bénévoles sur les logiques d'accueil des nouveaux pratiquants, les nouvelles pratiques et les caractéristiques de tous les types de pratiquants et de pratiques.
- 4 - Éduquer à l'importance d'une activité physique. La connaissance de la pratique sportive doit se faire dès le plus jeune âge. L'éducation nationale doit également être un relais dans ce domaine.
- 5 - Prioriser l'adaptation des pratiques existantes aux attentes, l'invention de nouvelles, la mutualisation et la complémentarité avec les autres acteurs (collectivités, fédérations, associations, structures).
- 6 - Augmenter le nombre d'équipements de proximité et permettre l'accès à ces derniers, pour rendre accessible le sport au plus grand nombre et ce quelle que soit l'heure ou la période de l'année.
- 7 - Lever les freins à certaines pratiques sportives et lutter contre les stéréotypes.

FAISABILITÉ ET CONTRAINTES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

La difficulté de la mise en œuvre réside dans l'identification des publics éloignés : comment les motiver sachant que le sport relève d'une démarche volontariste ? Il faut s'adapter à eux, adapter l'offre selon les bassins de vie. Cependant selon les territoires les objectifs en matière de sport diffèrent. Pour répondre au mieux aux besoins, une évaluation des attentes pourrait être envisagée. À la suite de cela, il serait plus simple de mettre en place de nouvelles activités qui sauront mobiliser des futurs pratiquants motivés. Concernant le temps et l'instauration de nouveaux créneaux qui doivent être adaptés au plus grand nombre, il faudrait songer à mettre en place des activités au plus proche des personnes, sur leur lieu de travail notamment.

La mixité hommes femmes n'est envisageable que si les femmes acceptent de prendre des responsabilités au sein des équipes et de jouer un rôle de polyvalence.

La création d'un portail unique qui présenterait l'ensemble des activités présentes à proximité permettrait de faciliter le choix.

En termes de coûts, la gratuité semble compliquée à mettre en œuvre mais des tarifs adaptés à chacun ou encore à une offre familiale multi-activités permettraient aux ménages de ne pas se limiter à un seul sport.

Il faut penser enfin à une articulation du sport avec les autres politiques publiques des collectivités tel que la santé notamment.

PHASE 4 : ÉLÉMENTS DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du schéma suit les travaux de la conférence territoriale. Certaines phases ont déjà eu lieu ou sont en cours, d'autres sont à venir. Afin de les présenter au mieux, voici un échéancier prévisionnel sur lequel figure les chantiers en cours, à venir et envisagés par les acteurs du sport concernés.



* L'élaboration de la stratégie de correction des inégalités d'accès à la pratique sportive est une priorité du ministère en charge des sports. Elle s'intègre dans le schéma et dans les travaux de la conférence, du diagnostic jusqu'aux préconisations.

** La conférence territoriale et le schéma régional sont des outils de développement à moyen et long terme. Les priorités, axes, enjeux et objectifs définis ne peuvent pas être tous travaillés dès la première année. Par souci de réalisme et d'opérationnalité, la commission technique a choisi 3 des 6 thématiques pour une mise en œuvre en 2017 : **le sport au féminin, le sport de haut-niveau, l'optimisation de l'accès aux équipements sportifs.**

Pour chacune de ces thématiques, des participants à l'assemblée plénière ont été identifiés pour travailler en ateliers tout au long de l'année 2017. Ces ateliers, animés par des techniciens de la DR-D-JSCS et du Conseil Régional, avec un appui du mouvement sportif, s'ajoutent au cas échéant des personnes qualifiées et auront pour but de proposer des expérimentations, préconisations et mises en œuvre.

*** Afin de garantir la participation de tous les membres de l'assemblée plénière aux travaux menés, une plateforme en ligne proposera d'interagir sur les chantiers en cours (les trois thématiques précitées) et les chantiers à venir. Cette plateforme permettra de débattre, prioriser, apporter des idées et des avis sur ce qui concerne la conférence territoriale et le schéma régional.

Directeur de la publication et de la rédaction :

Patrick BAHEGNE - directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Nouvelle-Aquitaine

Conception, réalisation et rédaction :

DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine

En lien avec :

La conférence territoriale du sport en Nouvelle-Aquitaine

Conception maquette :

Imprimerie LAPLANTE, Mérignac

Dépôt légal : à parution

Cette publication a été réalisée grâce au financement de la DR-D-JSCS Nouvelle-Aquitaine.

Tous droits de reproduction réservés. Diffusion gratuite.

